Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

LISTES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
SÉANCE DU 19 DECEMBRE 2024

Date du Conseil Municipal	Numéro de la délibération	Objet	Vote du Conseil Municipal
19/12/2024	CM2405001	Informations sur les délégations du conseil municipal au maire	
19/12/2024	CM2405002-1	Composition des commissions et désignation des représentations au sein de la commune	
19/12/2024	CM2405002-2	Composition des commissions et désignation des représentations hors de la commune	
19/12/2024	CM2405003	Convention de partenariat 2024-2027 avec l'association Familles Rurales de Guissény	
19/12/2024	CM2405004	Subvention 2024 à l'association Familles Rurales de Guissény - dernière échéance	
19/12/2024	CM2405005	Achat d'une tractopelle pour les services techniques	
19/12/2024	CM2405006	Salle omnisports Jean Fily - acquisition de tapis de protection du sol sportif et d'une autolaveuse autoportée	
19/12/2024	CM2405007	Programme de remplacement des sources lumineuses de l'éclairage public	
19/12/2024	CM2405008	Entretien de la voirie communale - renouvellement du marché à bons de commande	
19/12/2024	CM2405009	Règlement intérieur de la salle omnisports Jean Fily pour les associations sportives et les écoles	
19/12/2024	CM2405010	Dénomination de nouvelles rues et impasses	
19/12/2024	CM2405011	Cession d'une parcelle 2 venelle du Sureau - information au conseil	
19/12/2024	CM2405012		
19/12/2024	CM2405013	Préemption de la maison située au 6 rue du refuge	
19/12/2024	CM2405014	Stade Joseph Cloarec, déclassement d'une parcelle du domaine public communal en domaine privé communal	
19/12/2024	CM2405015	Rythme scolaire - rentrée scolaire 2025-2026	
19/12/2024	CM2405016	Projet d'aménagement du centre bourg - propositions du CME-CMJ	
19/12/2024	CM2405017	Convention CEP (Conseil en Energie Partagé) - ENER'GENCE	
19/12/2024	CM2405018	Avis du conseil sur la demande d'extension de l'élevage porcin présentée par le GAEC SIMON, 204 Kerdelan à Plouguerneau	
19/12/2024	CM2405019	Financement de l'animation du site Natura 2000 pour la période 2025-2027	
19/12/2024	CM2405020	Attribution du marché de renaturation de l'allée des mésanges	
19/12/2024	CM2405021	Tarifs communaux 2025	
19/12/2024	CM2405022	Ouverture de crédits avant le vote du budget primitif 2025	
19/12/2024	CM2405023	Admission en non valeur et créances éteintes	
19/12/2024	CM2405024	Versement d'une subvention à l'association Protection Civile 29	
19/12/2024	CM2405025	Validation du tableau des emplois permanents et non permanents	
19/12/2024	CM2405026	Prix de vente des terrains - lotissement Noguel 1 et 2 - ouverture à la commercialisation	
19/12/2024	CM2405027	Décision modificative n° 1	
19/12/2024	CM2405028	Adhésion à la convention de participation "Prévoyance" proposée par le Centre de gestion du Finistère	
19/12/2024	CM2405029	Avenant n° 1 à la convention de groupement de commande pour l'instruction du droit des sols	
19/12/2024	CM2405030	Travaux sur l'église Saint Sezny - Sollicitation DETR 2025	
19/12/2024	CM2405031	Motion relative à la protection des élus locaux dans l'exercice de leur fonction	

Pour information affaires diverses :

Affichage en mairie le 23/12/2024
Diffusion sur le bulletin d'informations communales du 27/12/2024
Diffusion sur le site internet le 23/12/2024

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405001-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DESDÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05001

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres
en exercice = 15
Présents = 13
Votants =

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Information sur les délégations du Conseil Municipal au Maire

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Raphaël RAPIN rappelle à l'assemblée, que par délibération en date du 24 juin 2020, complétée par la délibération du 21 mai 2021, le Conseil Municipal lui a donné délégation dans différents domaines, conformément aux dispositions de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales. Conformément à l'article L2122-23 du même code, le maire informe l'assemblée des décisions prises dans le cadre de cette délégation :

FOURNISSEURS	OBJET	HT
CAUGANT	Achat tractopelle	102 600,00 €
LE VEN	Travaux d'électricité sacristie de l'Eglise	2 622,00 €
Jean-François ROUDAUT	Travaux porte chapelle Immaculée	2 901,72 €
SEDI	Achat de 210 chaises + 2 chariots	7 029,39 €
ALTRAD	Achat 50 tables	4 044,50 €
SPORT OPTIC	Achat longue-vue, étui et loupe (RNR)	1 924,25 €
SPORT OPTIC	Achat de Jumelles (N 2000)	1 215,00 €
WILDCARE	Enregistreur N 2000	1 414,50 €
CAP Culture / Patrimoine	AMO - Eglise Sezny	13 054,00 €
Total		**136 805,35 €**

Le conseil municipal en prend note.
À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405002_1-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05002-1

Date d'envoi de la convocation : 14décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 Décembre2024

Composition des commissions et des designations de representations au sein de la commune.

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Monsieur le maire informe l'assemblée, qu'à la suite du décès de Monsieur Jean-Yves BRAMOULLÉ, il y a lieu de clarifier la représentation aux diverses commissions et instances externes. Il est proposé à l'assemblée de remplacer dans les commissions en l'absence du titulaire, le suppléant devient titulaire, et de choisir parmi les membres du conseil municipal des suppléants en remplacement.

1 - COMMISSIONS MUNICIPALES :

Se sont portés candidats aux commissions communales, les élus suivants :

NOM DE LA COMMISSION	MEMBRES
Commission Finances	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Herveline CABON, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN, Valérie NIVEZ, Jean-Louis BONDU, Maud LE QUERE, Renée GALL et Jean-Yves ROUDAUT
Commission Délégation de services publics	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Herveline CABON, Laurence GUÉRINET et Jérémy JAFFRÈS
Commission d'Appel d'offres	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Laurence GUERINET, Gérard LE GUEN et Valérie NIVEZ
Commission Employeur	***Présidée par Raphaël RAPIN,*** Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Renée GALL, Laurence GUÉRINET, Gérard LE GUEN et Gwendoline VLAEMYNCK
Commission Familles, Enfance, jeunesse, écoles	***Portée par Herveline CABON***, Jérémy JAFFRES, Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, Gwendoline VLAEMYNCK et Mickaël CONQ,
Commission Travaux	***Portée par Monsieur Gérard LE GUEN,*** Jean-Louis BONDU, Mickaël CONQ, Valérie NIVEZ, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK et Herveline CABON
Commission Tourisme	***Portée par Renée GALL,*** Laurence GUÉRINET, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉet Gwendoline VLAEMYNCK
Commission Associations, culture et sports	***Portée par Renée GALL,*** Mickaël CONQ, Jérémy JAFFRÈS, Maud LE QUÉRÉ, Gwendoline VLAEMYNCK, Marie-Michelle LORGERÉet Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405002_1-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Commission Urbanisme	***Portée par Jean-Louis BONDU,*** Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Jean-Yves ROUDAUT et Jean-Claude LE BIDEL
Commission Communication	***Portée par Gwendoline VLAEMYNCK,*** Renée GALL etMaud LE QUÉRÉ
Commission Environnement	***Portée par Joël PASCOËT,*** Jean-Louis BONDU,Renée GALL,Gérard LE GUEN,Maud LE QUÉRÉ, Jean-Yves ROUDAUT et Mickaël CONQ

Chaque élu, détenteur de la délégation et portant la commission, a toute latitude pour fixer l'ordre du jour des réunions et inviter des personnes extérieures pour entendre leur avis.

2 –MEMBRES DE DROIT DANS LES ASSOCIATIONS :

INTITULÉ	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Bibliothèque municipale	Renée GALL	Maud LE QUERE
Comité de jumelage	Herveline CABON	Gwendoline VLAEMYNCK
Association des usagers du port du Curnic (AUPC)	Valérie NIVEZ	Joël PASCOET
Association Familles Rurales de Guissény - Comité de suivi de l'espace de vie sociale (EVS)	Herveline CABON Marie-Michelle LORGERÉ	Renée GALL Maud LE QUÉRÉ
Association « à domicile pour la danse contemporaine »	Raphaël RAPIN	Renée GALL

3 - COMMISSION RÉGLEMENTAIRE :

NOM DE LA COMMISSION	DÉLÉGUÉ
Centre Communal d'Action Sociale - CCAS	Raphaël RAPIN, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Marie-Michelle LORGERÉ etJérémy JAFFRES
Commission de contrôle de la régularité de la liste électorale	Titulaire : Laurence GUERINET Suppléante : Marie-Michelle LORGERÉ

Monsieur le maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),

Suite à l'exposé du rapporteur, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimitédes suffrages exprimé, par 15 voies pour.

Article 1 : Prend acte de la représentation ci-dessus,

Article 2 : Valide le mode de fonctionnementcomme présentée.

À Guissény, le 11 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405002_2-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05002-2

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 Décembre 2024

Composition des commissions et des designations des représentationshors commune.

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Monsieur le maire informe l'assemblée, qu'à la suite du décès de Monsieur Jean-Yves BRAMOULLÉ, il y a lieu de clarifier la représentation aux diverses commissions et instances externes. Il est proposé à l'assemblée de remplacer dans les commissions en l'absence du titulaire, le suppléant, et de choisir parmi les membres du conseil municipal des suppléants en remplacement.

1 - COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES :

Se sont portés candidats aux commissions communautaires de la Communauté LESNEVEN Côte des Légendes, les élus suivants :

COMMISSION	PRÉSIDENCE	VICE-PRÉSIDENCE	TITULAIRE OU SUPPLÉANT POUR GUISSÉNY
Finances Marchés Prospectives, Commande publique, Projet de territoire, Communication	C.BALCON	Pascal GOULAOUIC	T : Raphaël RAPIN S : Herveline CABON
Transition écologique et énergétique SPED, G4DEC, PCAET, Abattoir - SEBL	C.BALCON	Christophe BELE	T : Mickaël CONQ S : Valérie NIVEZ
Aménagement du territoire – Habitat – Transport– mobilité – PLUI-H – PLH - Gens du voyage, Trait de côte *(en lien avec R. PAUGAM)*	C.BALCON	Raphaël RAPIN	T : Jean-Louis BONDU S : Laurence GUERINET
Développement économique, agriculture, pêche, SDEF	C.BALCON	Pascal KERBOUL	T : Jean-Yves ROUDAUT S : Joël PASCOËT
Infrastructures et équipements communautaires, Travaux voirie bâtiments, Mégalis Bretagne	C.BALCON	R. PAUGAM	T : Valérie NIVEZ S : Mickaël CONQ
Environnement, Eau, assainissement, PLAV, Breizh bocage, GEMAPI, SAGE, espaces naturels	C.BALCON	René PAUGAM Pierre GUIZIOU	T : Joël PASCOËT S : Jean-Yves ROUDAUT
Tourisme – OT – Meneham – Culture - Evénementiel	C.BALCON	Christian COLLIOU	T : Renée GALL S :Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405002_2-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Cohésion sociale et services à la population Solidarité, CIAS, MSAP, Emploi et insertion professionnelle, Enfance, jeunesse	C.BALCON	Cécile GALLIOU Yves QUINQUIS	T : Herveline CABON S : Marie-Michelle LORGERE

2 - REPRESENTATIONS AUX ORGANISMES EXTERIEURS :

Se sont portés candidats aux commissions communautaires de la Communauté LESNEVEN Côte des Légendes, les élus suivants :

INTITULÉ	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
EPCC EMPACL « École de musique du Pays des Abers Côte des Légendes »	Renée GALL	Herveline CABON
EPIC OTCL« Office de tourisme Côte des Légendes – Nord Bretagne »	Renée GALL	Laurence GUERINET
Conseil d'exploitation « Eau / Assainissement collectif / Assainissement non collectif »	Gérard LE GUEN	Gwendoline VLAEMYNCK
Comité National d'Action Sociale (**CNAS**) *Représentant collège « agents » : **Monique CONGAR***	Gwendoline VLAEMYNCK	Herveline CABON
Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement (**SDEF29**)	Valérie NIVEZ Maud LEQUERE	Gérard LE GUEN Jérémy JAFFRES
Correspondant.e**Défense**	Jean-Claude LE BIDEL	Raphaël RAPIN
Référent.e « Électricité » » auprès d'**ENEDIS**	Valérie NIVEZ	Mickael CONQ
Référent.e**RGPD**	Gwendoline VLAEMYNCK	Valérie NIVEZ
Référent.e**Sécurité routière**	Jean-Claude LE BIDEL	Raphaël RAPIN
Référent.e **VIGIPOL**	Gérard LE GUEN	Valérie NIVEZ
CAUE - Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement	Jean-Louis BONDU	Valérie NIVEZ
FIA - Finistère Ingénierie Assistance	Jean-Louis BONDU	Valérie NIVEZ
ENER'GENCE	Mickael CONQ	Gérard LE GUEN
Art dans les chapelles - Arz e Chapeliou	Renée GALL	Marie-Michelle LORGERE
Association « La Trans-léonarde »	Raphaël RAPIN	Renée GALL
BMa – Brest Métropole aménagement	Raphaël RAPIN	Jean-Louis BONDU
Référent.e **PARTICIPATION CITOYENNE**	Valérie NIVEZ	Renée GALL

Monsieur le maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),

Suite à l'exposé du rapporteur, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour.

Article 1 : le conseil municipal prend acte de la représentation ci-dessus,

Article 2 : Le conseil transmet aux diverses instances cette désignation comme indiquée.

À Guissény, le 11 décembre 2024

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05003

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 11
Votants	= 10

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Convention de partenariat 2024-2027 avec l'Association Familles Rurales de Guissény

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Jérémy JAFFRÈS a été désigné pour cette question à remplir cette fonction, ce qu'il a acceptés.

Mesdames Maud LE QUERE et Laurence GUERINET, Messieurs Mickaël CONQ et Jean-Louis BONDU, étant concernés personnellement, ont quitté la salle et n'ont pas participé au débat ni au vote.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Herveline CABON, 1ère adjointe en charge des politiques familiales, rappelle, que la convention de partenariat avec l'Association Familles Rurales de Guissény est arrivée à son terme. Il est proposé de renouvelerla convention de partenariat sur 4 ans, de 2025 à 2028.

Pour rappel, créée en 1959 à l'initiative d'un collectif, l'association Familles Rurales de GUISSÉNY propose aux habitants des activités et des services répondant à leurs besoins et facilitant leur vie quotidienne.

Désireuse de développer une politique petite enfance, enfance, jeunesse et famille ambitieuse et concertée au bénéfice des habitants, la commune reconnaît le projet associatif de l'association Familles Rurales de GUISSÉNY et lui apporte un soutien.

Par la présente convention, les signataires :

- Fixent leur mode de collaboration ;
- Arrêtent le cadre de leurs engagements respectifs ;
- Précisent la contribution financière de chaque institution au seul titre des actions du projet proposé par l'association.

L'association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité ; les actions inscrites dans le projet Espace de Vie Sociale, en cohérence avec les orientations politiques des partenaires financeurs.

La collectivité a souhaité soutenir ce projet associatif qui s'inscrit en complémentarité de l'offre existant déjà sur le territoire de la Communauté Lesneven de la côte des Légendes (CLCL).

Cette coopération locale et le soutien de la collectivité à un projet d'utilité sociale s'inscrivent dans l'esprit de la Charte d'engagements réciproques entre l'Etat, le Mouvement associatif et les collectivités territoriales signée le 14 février 2014 et l'Appel des élus pour une économie sociale et solidaire de juin 2015.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Article 1 : Objet de la convention :

La convention a pour objet de définir et préciser les modalités techniques et financières, les champs d'intervention de l'association Familles Rurales de Guissény à destination de l'ensemble de la population.L'association Familles Rurales s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre son projet associatif et à mettre en œuvre les actions mentionnées dans le projet Espace de Vie sociale.

Article 2 : Mission de l'association et de la collectivité :

L'association Familles Rurales Guissény est un acteur de l'Économie Sociale et Solidaire, elle défend la liberté d'adhésion, le non lucratif individuel, la gestion démocratique, l'utilité sociale du projet et la diversité des ressources. L'association a pour ambition d'accompagner l'individu à prendre conscience de la force du collectif en transformant une demande individuelle en projet partagé et une démarche de consommation en démarche d'engagement.

Afin de réaliser cette ambition, l'association travaille sur différents champs d'actions :

- Les activités socioculturelles enfants et adultes : gym ; yoga ; arts plastiques, théâtre ; etc.
- Les ateliers : bois, numérique, cuisine, etc.
- Les espaces de discussions et de rencontre : le handi kfé, les conférences débats, la fête des familles, etc.
- La ludothèque et les activités autour du jeu : animations, soirées jeux de société, etc.
- La petite enfance, l'enfance, la jeunesse et la parentalité : ALSH, séjours, actions jeunesse, lieu d'accueil parents / enfants, ateliers parents-enfants, le Contrat Local d'Accompagnement Scolaire (CLAS), les Temps d'Activités Périscolaires (TAP)….

Au travers de ses actions, elle a pour objectifs de :

- Rompre l'isolement ;
- Favoriser l'engagement, en particulier associatif ;
- Développer le lien social, le lien intergénérationnel ;
- Porter un projet partagé ;
- Prendre en compte l'individu au sein du collectif ;
- Rendre les habitants acteurs de leur territoire.

L'association Familles Rurales de Guissény est affiliée à la Fédération Familles Rurales qui lui apporte un soutien à la vie associative, à la gestion administrative et financière, à la fonction employeur, ainsi qu'un soutien technique et pédagogique dans l'exercice de ses missions.

La commune de GUISSÉNY exerce sa compétence sur le domaine d'action petite enfance, enfance, jeunesse, famille et agit pour mettre en place une politique ambitieuse sur son territoire en concertation avec les acteurs concernés. Il s'agit là d'un véritable enjeu de développement qui affirme la mobilisation nécessaire de tous les acteurs de la commune.

Cette politique de développement volontariste se traduit légitimement par des actions de création, d'expérimentation, de soutien, d'observation de coordination et de pilotage.

Cette approche globalisée et collective a pour but d'œuvrer à l'élaboration de réponses concrètes sous formes d'actions pour les enfants, les jeunes et plus généralement les familles à l'échelle communale.

La commune soutient et/ou coordonne ce qui se fait sur le territoire pour travailler à la complémentarité des actions menées par les différentes structures, et veille à éviter les redondances pour gagner en efficacité et en lisibilité au profit des familles.

C'est pourquoi la commune entend promouvoir les projets permettant :

- L'épanouissement de l'individu et la construction de son autonomie, en favorisant l'acquisition de savoirs, de savoir-être et de savoir-faire.
- La reconnaissance du rôle des parents et le partage du travail éducatif, en soutenant l'implication collective des familles.
- Le renforcement du lien social, en participant à la diffusion de l'information, en recherchant la mixité tant sociale qu'intergénérationnelle et culturelle, en participant à la réduction des inégalités sociales par une pratique d'ouverture et de tarification adaptée.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Pour atteindre ses objectifs, l'association Familles Rurales de Guissény s'engage à respecter les obligations légales et à veiller à :

- ⊕ Assurer la continuité de ses activités,
- ⊕ Les adapter aux besoins évolutifs de la population,
- ⊕ S'assurer de la qualité de l'encadrement,
- ⊕ Mettre en place une politique tarifaire.

Article 3 : Modalités économiques, financières et comptables :

La collectivité octroie une subvention de 245 246 euros, sur la durée totale de la convention, à utiliser exclusivement pour la mise en œuvre de ce projet :

	2025	2026	2027	2028	TOTAL	Moyenne
Pilotage et projets innovants	12000 €	12600 €	13230 €	13 892 €	51 722 €	12 930 €
EVS	6500 €	6825 €	7166 €	7 525 €	28 016 €	7 004 €
ALSH 3-17 ans €	38400 €	40320 €	42336 €	44 453 €	165 509 €	41 377 €
TOTAL	56900 €	59745 €	62732 €	65 869 €	245 246 €	**61 312 €**

Observation : le montant pour l'ALSH est calculé sur la base de 12€ par journée enfant sur la base de 3200 J/E réalisées en 2023.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la collectivité.

Chaque année, l'association présentera un budget prévisionnel réajusté de fonctionnement et éventuellement un budget d'investissement. La collectivité fixera annuellement dans le cadre de son budget, et réajustera si nécessaire, le montant de son concours financier.

Le renouvellement de la subvention ne constitue aucunement un droit.

La subvention ne pourra en aucun cas dépasser ce montant maximum prévisionnel. Toutefois, la collectivité pourra soutenir d'autres projets mis en place par l'association s'ils font l'objet d'une convention spécifique.

La subvention ALSH pourra être réajustée en fonction de la fréquentation de l'année N-1 sur demande de la collectivité.

A titre exceptionnel, pour des charges complémentaires répondant à de nouveaux besoins, l'association pourra effectuer une demande de subvention supplémentaire. De même pour de nouveaux projets, une subvention sur Projet Innovant pourra être accordée après validation par le conseil municipal.Dans ce cas, un avenant devra être rédigé.

L'adhésion est un principe fondateur de la vie associative et une ressource fondamentale de l'association. Prévue par ses statuts, l'association sollicitera auprès des familles et des personnes bénéficiant des services proposés une cotisation annuelle.

Les deux acomptes et le solde seront versés selon les modalités de paiement suivantes :

1er acompte de 50 %, au 10 janvier maximum de l'année de réalisation,
2ème acompte de 30%, au 10 mars de l'année de réalisation,
Solde de 20 % au 10 juin de l'année de réalisation,

Les montants seront corrigés si besoin à la remise et à la validation du rapport d'activité de l'année précédente. Cet ajustement sera effectif après validation du conseil municipal et un avenant sera rédigé.

Article 4 : Exécution du budget, résultat et excédent de gestion

« Au terme de l'année de réalisation, le résultat d'exploitation du service peut être équilibré, excédentaire ou déficitaire. La subvention constituant une compensation d'obligation de service public au sens du droit européen, aucune surcompensation n'est possible au-delà d'un bénéfice raisonnable. Le financement public ne peut excéder les coûts liés à la mise en œuvre du projet.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Selon un principe de performance économique, l'association pourra donc réaliser un excédent de gestion raisonnable (annexe 2, circulaire Valls). »
L'excédent sera provisionné pour renforcer ses fonds propres et anticiper les retards de paiement ou le risque économique, sans affecter la demande de subvention de l'année suivante.

Article 5 : Responsabilité et assurances

L'association souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera toutes les primes et cotisations sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.
En cas de sinistre, l'association s'engage à informer la collectivité dans un délai de 72 heures.
La collectivité mettra à disposition de l'association des bureaux pour les salariés.
Les locaux mis à disposition de l'ALSH devront être aux normes PMI et DDCS. Ces locaux pourront faire l'objet d'une convention tripartite entre la collectivité-le propriétaire et l'association.

Article 6 : Modalités de suivi, d'évaluation et de contrôle

Un comité partenarial est constitué pour garantir l'exécution du projet. Il s'agit d'une instance d'échange et de co-construction qui doit permettre, par des regards croisés, d'enrichir la qualité partenariale, d'initier des actions adaptées aux besoins, et de soutenir le projet de l'association. Cette instance a en charge le suivi des engagements des partenaires et des actions mises en œuvre dans le cadre du projet concerté en :

- ⊕ Menant une évaluation des actions développées ;
- ⊕ Présentant et discutant les projets et le budget prévisionnel et définitif.

A ce titre, l'association s'engage à présenter annuellement un rapport d'activités reprenant les objectifs et actions soutenus par la commune et réalisés par l'association. Les documents présenteront des éléments permettant à l'instance de suivi d'élaborer une démarche évaluative globale (objectifs, besoins, publics...).L'instance se réunit au minimum une fois par an, sur invitation de l'association.Le comité de suivi est composé de représentants des deux contractants :

- Deux élus municipaux ;
- Un agent de la collectivité désignée par le maire ;
- La Direction de l'association ;
- Deux élus associatifs ;

Pour suivre la mise en œuvre du projet et procéder à l'évaluation du service, l'association pourra fournir à la collectivité, et transmettre tout document utile à cet exercice : bilan financier, comptes rendus, rapport d'activité annuel, feuilles de présence, agréments, déclarations, contrats d'assurance, etc.

L'association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du nouveau plan comptable général et à satisfaire à toutes les obligations fiscales (impôts, taxes...).

Article 7 : communication et publicité

La collectivité s'engage à valoriser l'association Familles Rurales comme gestionnaire d'un service d'intérêt général.

L'association s'engage à informer systématiquement les usagers et bénéficiaires du service du concours financier de la collectivité et le mentionner sur tous les supports d'information, de communication et de promotion, à l'identique des autres financeurs du service.

Article 8 : durée, résiliation, avenants, litiges

La convention est conclue pour **une durée de 4 ans, à compter du 01/01/2025.**

La présente convention est susceptible de modification par avenant à l'initiative de l'une ou l'autre des parties proposée et négociée en comité de pilotage. L'évolution des conditions ou des modalités d'exécution ne pourra toutefois pas remettre en cause la nature et les objectifs du service proposé.

En cas de non-respect des engagements réciproques, après information du comité de pilotage et mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse dans un délai de 30 jours, la

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une notification définitive par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

Madame Herveline CABON, rapporteuse entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 10 voix pour, accepte

Article 1 : d'approuver le projet de convention de partenariat 2025-2028 avec l'Association Familles Rurales,

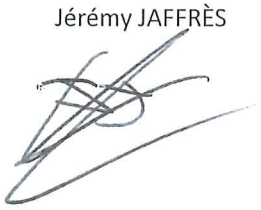
Article 2 : d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention telle qu'elle est annexée à la présente délibération et toutes autres pièces relatives à cette affaire.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN



Le secrétaire de séance,
Jérémy JAFFRÈS



Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Familles rurales Vivre mieux ! | ASSOCIATION DE GUISSÉNY

Guissény Gwiseni

CONVENTION DE PARTENARIAT 2025-2028

ENTRE

L'ASSOCIATION FAMILLES RURALES DE GUISSENY

ET

LA COMMUNE DE GUISSENY

Familles rurales Vivre mieux ! | ASSOCIATION DE GUISSÉNY

FAMILLES RURALES DE GUISSÉNY
Mairie - 29880 GUISSENY
Tél. : 0632014082 Mail: directionafr@famillesruralesguisseny.fr

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre
L'association Familles Rurales de Guissény, régie par la loi du 1er juillet 1901,
Représentée par BERNARD Stéphanie et CORLOSQUET Karine, co-présidentes, agissant en application de la délibération du bureau du 6 novembre 2024,
Et désignée ci-après sous le terme « l'association »,
D'une part,

Et
La commune de Guissény,
Représentée par MR RAPIN RAPHAËL Maire,
Agissant en application de la délibération du conseil municipal du jeudi 19 décembre 2024
Et désignée ci-après sous le terme « la collectivité »,
D'autre part,

PREAMBULE

Créée en 1959 à l'initiative d'un collectif, l'association Familles Rurales de GUISSÉNY propose aux habitants des activités et des services répondant à leurs besoins et facilitant leur vie quotidienne.

Désireuse de développer une politique petite enfance, enfance, jeunesse et famille ambitieuse et concertée au bénéfice des habitants, la commune reconnaît le projet associatif de l'association Familles Rurales de GUISSÉNY et lui apporte un soutien.

Par la présente convention, les signataires :

- ⊕ Fixent leur mode de collaboration ;
- ⊕ Arrêtent le cadre de leurs engagements respectifs ;
- ⊕ Précisent la contribution financière de chaque institution au seul titre des actions du projet proposé par l'association.

L'association s'engage à mettre en œuvre **à son initiative et sous sa responsabilité** ; les actions inscrites dans le projet Espace de Vie Sociale, en cohérence avec les orientations politiques des partenaires financeurs.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

La collectivité a souhaité soutenir ce projet associatif qui s'inscrit en complémentarité de l'offre existant déjà sur le territoire de la Communauté des Communes de la côte des Légendes (CLCL).

Cette coopération locale et le soutien de la collectivité à un projet d'utilité sociale s'inscrivent dans l'esprit de la ***Charte d'engagements réciproques entre l'Etat, le Mouvement associatif et les collectivités territoriales*** signée le 14 février 2014 et l'**Appel des élus pour une économie sociale et solidaire** de juin 2015.

Il est convenu ce qui suit :

1ER ARTICLE : OBJET

La convention a pour objet de définir et préciser les modalités techniques et financières, les champs d'intervention de l'association Familles Rurales de Guissény à destination de l'ensemble de la population.

L'association Familles Rurales s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre son projet associatif et à mettre en œuvre les actions mentionnées dans le projet Espace de Vie sociale.

2 ÈME ARTICLE : MISSIONS DE L'ASSOCIATION ET DE LA COLLECTIVITÉ

L'association Familles Rurales Guissény est un acteur de l'Économie Sociale et Solidaire, elle défend la liberté d'adhésion, le non lucratif individuel, la gestion démocratique, l'utilité sociale du projet et la diversité des ressources. L'association a pour ambition d'accompagner l'individu à prendre conscience de la force du collectif en transformant une demande individuelle en projet partagé et une démarche de consommation en démarche d'engagement.

Afin de réaliser cette ambition, l'association travaille sur différents champs d'actions :

- ⊕ Les activités socioculturelles enfants et adultes : gym ; yoga ; arts plastiques, théâtre ; etc.
- ⊕ Les ateliers : bois, numérique, cuisine, etc.
- ⊕ Les espaces de discussions et de rencontre : le handi kfé, les conférences débats, la fête des familles, etc.
- ⊕ La ludothèque et les activités autour du jeu : animations, soirées jeux de société etc.
- ⊕ La petite enfance, l'enfance, la jeunesse et la parentalité : ALSH, séjours, actions jeunesse, lieu d'accueil parents / enfants, ateliers parents-enfants, le Contrat Local d'Accompagne Scolaire (CLAS), les Temps d'Activités Périscolaires (TAP)....

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Au travers ses actions, elle a pour objectifs de :

- ⊕ Rompre l'isolement ;
- ⊕ Favoriser l'engagement, en particulier associatif ;
- ⊕ Développer le lien social, le lien intergénérationnel ;
- ⊕ Porter un projet partagé ;
- ⊕ Prendre en compte l'individu au sein du collectif ;
- ⊕ Rendre les habitants acteurs de leur territoire.

L'association Familles Rurales de Guissény est affiliée à la Fédération Familles Rurales qui lui apporte un soutien à la vie associative, à la gestion administrative et financière, à la fonction employeur, ainsi qu'un soutien technique et pédagogique dans l'exercice de ses missions.

La commune de GUISSÉNY exerce sa compétence sur le domaine d'action petite enfance, enfance, jeunesse, famille et agit pour mettre en place une politique ambitieuse sur son territoire en concertation avec les acteurs concernés. Il s'agit là d'un véritable enjeu de développement qui affirme la mobilisation nécessaire de tous les acteurs de la commune.

Cette politique de développement volontariste se traduit légitimement par des actions de création, d'expérimentation, de soutien, d'observation de coordination et de pilotage.
Cette approche globalisée et collective a pour but d'œuvrer à l'élaboration de réponses concrètes sous formes d'actions pour les enfants, les jeunes et plus généralement les familles à l'échelle communale.

La commune soutient et/ou coordonne ce qui se fait sur le territoire pour travailler à la complémentarité des actions menées par les différentes structures, et veille à éviter les redondances pour gagner en efficacité et en lisibilité au profit des familles.

C'est pourquoi la commune entend promouvoir les projets permettant :

- ⊕ L'épanouissement de l'individu et la construction de son autonomie, en favorisant l'acquisition de savoirs, de savoir-être et de savoir-faire.
- ⊕ La reconnaissance du rôle des parents et le partage du travail éducatif, en soutenant l'implication collective des familles.
- ⊕ Le renforcement du lien social, en participant à la diffusion de l'information, en recherchant la mixité tant sociale qu'intergénérationnelle et culturelle, en participant à la réduction des inégalités sociales par une pratique d'ouverture et de tarification adaptée.

Pour atteindre ses objectifs, l'association Familles Rurales de Guissény s'engage à respecter les obligations légales et à veiller à :

- ⊕ Assurer la continuité de ses activités,

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

- ⊕ Les adapter aux besoins évolutifs de la population,
- ⊕ S'assurer de la qualité de l'encadrement
- ⊕ Mettre en place une politique tarifaire

3ÈME ARTICLE : MODALITÉS ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET COMPTABLES

La collectivité octroie une subvention de 245 246 euros, sur la durée totale de la convention, à utiliser exclusivement pour la mise en œuvre de ce projet

	2025	2026	2027	2028	TOTAL	**Moyenne**
Pilotage et projets innovants	12000	12600	13230	13 892	51 722	**12 930**
EVS	6500	6825	7166	7 525	28 016	**7 004**
ALSH 3-17 ans	38400	40320	42336	44 453	165 509	**41 377**
TOTAL	56900	59745	62732	65 869	245 246	**61 312**

Observation : le montant pour l'ALSH est calculé sur la base de 12€ par journée enfant sur la base de 3200 J/E réalisées en 2023.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet sera reversée de plein droit à la collectivité.

Chaque année, l'association présentera un budget prévisionnel réajusté de fonctionnement et éventuellement un budget d'investissement. La collectivité fixera annuellement dans le cadre de son budget, et réajustera si nécessaire, le montant de son concours financier.

Le renouvellement de la subvention ne constitue aucunement un droit.
La subvention ne pourra en aucun cas dépasser ce montant maximum prévisionnel. Toutefois, la collectivité pourra soutenir d'autres projets mis en place par l'association s'ils font l'objet d'une convention spécifique.
La subvention ALSH pourra être réajustée en fonction de la fréquentation de l'année N-1 sur demande de la collectivité.
A titre exceptionnel, pour des charges complémentaires répondant à de nouveaux besoins, l'association pourra effectuer une demande de subvention supplémentaire. De même pour de nouveaux projets, une subvention sur Projet Innovant pourra être accordée après validation par le conseil municipal.
Dans ce cas, un avenant devra être rédigé.

L'adhésion est un principe fondateur de la vie associative et une ressource fondamentale de l'association. Prévue par ses statuts, l'association sollicitera auprès des familles et des personnes bénéficiant des services proposés une cotisation annuelle.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Les deux acomptes et le solde seront versés selon les modalités de paiement suivantes :

- 1er acompte de 50 %, au 10 janvier maximum de l'année de réalisation,
- 2ème acompte de 30%, au 10 mars de l'année de réalisation,
- Solde de 20 % au 10 juin de l'année de réalisation,

Les montants seront corrigés si besoin à la remise et à la validation du rapport d'activité de l'année précédente. Cet ajustement sera effectif après validation du conseil municipal et un avenant sera rédigé.

Les versements seront effectués :
Association Familles Rurales
CA FINISTERE KERLOUAN
Code établissement : 12906
Code guichet : 00028
Numéro de compte : 02893851001
Clé RIB / 64
IBAN : FR76 1290 6000 2802 8938 5100 164
Code BIC : AGRIFRPP829

4ÈME ARTICLE : EXÉCUTION DU BUDGET, RÉSULTAT ET EXCÉDENT DE GESTION

« Au terme de l'année de réalisation, le résultat d'exploitation du service peut être équilibré, excédentaire ou déficitaire. La subvention constituant une compensation d'obligation de service public au sens du droit européen, aucune surcompensation n'est possible au-delà d'un bénéfice raisonnable. Le financement public ne peut excéder les coûts liés à la mise en œuvre du projet. Selon un principe de performance économique, l'association pourra donc réaliser un excédent de gestion raisonnable (annexe 2, circulaire Valls). »

L'excédent sera provisionné pour renforcer ses fonds propres et anticiper les retards de paiement ou le risque économique, sans affecter la demande de subvention de l'année suivante.

5ÈME ARTICLE : RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

L'association souscrira toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera toutes les primes et cotisations sans que la responsabilité de la collectivité puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondantes.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

En cas de sinistre, l'association s'engage à informer la collectivité dans un délai de 72 heures.

La collectivité mettra à disposition de l'association des bureaux pour les salariés. Les locaux mis à disposition de l'ALSH devront être aux normes PMI et DDCS. Ces locaux pourront faire l'objet d'une convention tripartite entre la collectivité-le propriétaire et l'association.

6ÈME ARTICLE : MODALITÉS DE SUIVI, D'ÉVALUATION ET DE CONTRÔLE

Un comité partenarial est constitué pour garantir l'exécution du projet.

Il s'agit d'une instance d'échange et de co-construction qui doit permettre, par des regards croisés, d'enrichir la qualité partenariale, d'initier des actions adaptées aux besoins, et de soutenir le projet de l'association

Cette instance a en charge le suivi des engagements des partenaires et des actions mises en œuvre dans le cadre du projet concerté en :

- ⊕ Menant une évaluation des actions développées ;
- ⊕ Présentant et discutant les projets et le budget prévisionnel et définitif.

A ce titre, l'association s'engage à présenter annuellement un rapport d'activités reprenant les objectifs et actions soutenus par la commune et réalisés par l'association. Les documents présenteront des éléments permettant à l'instance de suivi d'élaborer une démarche évaluative globale (objectifs, besoins, publics...).

L'instance se réunit au minimum une fois par an, sur invitation de l'association.

Le comité de suivi est composé de représentants des deux contractants :

- ⊕ Deux élus municipaux ;
- ⊕ D'un agent de la collectivité désignée par le maire ;
- ⊕ Le directeur de l'association ;
- ⊕ Deux élus associatifs ;

Pour suivre la mise en œuvre du projet et procéder à l'évaluation du service, l'association pourra fournir à la collectivité, et transmettre tout document utile à cet exercice : bilan financier, comptes rendus, rapport d'activité annuel, feuilles de présence, agréments, déclarations, contrats d'assurance, etc.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

L'association s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du nouveau plan comptable général et à satisfaire à toutes les obligations fiscales (impôts, taxes...).

7ÈME ARTICLE : COMMUNICATION ET PUBLICITÉ

La collectivité s'engage à valoriser l'association Familles Rurales comme gestionnaire d'un service d'intérêt général.

L'association s'engage à informer systématiquement les usagers et bénéficiaires du service du concours financier de la collectivité et le mentionner sur tous les supports d'information, de communication et de promotion, à l'identique des autres financeurs du service.

8ÈME ARTICLE : DURÉE, RÉSILIATION, AVENANTS, LITIGES

La convention est conclue pour une durée de 4 ans, à compter du 01/01/2025.

La présente convention est susceptible de modification par avenant à l'initiative de l'une ou l'autre des parties proposé et négocié en comité de pilotage. L'évolution des conditions ou des modalités d'exécution ne pourra toutefois pas remettre en cause la nature et les objectifs du service proposé.

En cas de non-respect des engagements réciproques, après information du comité de pilotage et mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse dans un délai de 30 jours, la convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une notification définitive par lettre recommandée avec accusé de réception à l'autre partie.

En cas de litige, une tentative de conciliation sera engagée par les parties. A défaut d'entente, le litige sera porté devant la juridiction administrative compétente.

Fait à Guissény, le 18/12/2024 en trois exemplaires

Pour la commune
M. Le Maire
RAPIN RAPHAËL

Pour l'association
Mmes Les Co-Présidentes
BERNARD STEPHANIE
CORLOSQUET KARINE

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

ANNEXES

- Projet associatif
- Projet éducatif et pédagogique
- Grille tarifaire
- Dossier EVS 2025/2028
- Budgets 2025/2028



FAMILLES RURALES AGIR ENSEMBLE A CHAQUE ETAPE DE LA VIE

Notre association est membre du Mouvement Familles Rurales. Elle est agréée et habilitée pour son action dans de nombreux domaines : famille, consommation, éducation et jeunesse, loisirs, tourisme, vie associative, santé, formation.

La fédération nationale Familles Rurales est une association reconnue d'utilité publique qui agit en faveur des familles sur tout le territoire, en milieu rural et périurbain.

Avec 160 000 familles adhérentes, 2 200 associations locales, 83 fédérations départementales et régionales, 40 000 bénévoles et 17 000 salariés, c'est le premier Mouvement familial associatif de France, mais aussi un acteur incontournable de l'économie sociale et solidaire et de l'éducation populaire.

Pluraliste, indépendant et laïc, il porte un projet humaniste et social fondé sur

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le
ID : 029-212900773-20241219-CM2405003-DE

Budget prévisionnel Familles Rurales Guissény - 2025 à 2028											
CHARGES						PRODUITS					
	2025	2026	2027	2028	Moyenne		2025	2026	2027	2028	Moyenne
60 Achats	50648	51 660,96	52 694,18	53 432,86	52 109,00	70 Ventes de produits	221176	225 539,52	230 843,30	242 003,30	229 890,53
Achat de marchandises	15098	15 399,96	15 707,96	15 707,96	15 478,47	Participations familles	125957	128 476,14	131 045,66	133 666,58	129 786,34
Fournitures d'entretien et petit équipement	3000	3 060,00	3 121,20	3 183,62	3 091,21	Participation familles ludothèque	3000	3 000,00	3 900,00	8 750,00	4 662,50
fournitures admin	2500	2 550,00	2 601,00	2 653,02	2 576,01	Politique tarifaire	19672,75	20 066,21	20 066,21	20 066,21	19 967,84
Autres fournitures	50	51,00	52,02	52,02	51,26	Participation CLAS	1590	1 621,80	1 654,24	1 703,86	1 642,47
Fournitures péda	9000	9 180,00	9 363,60	9 550,87	9 273,62	Séjour ski	19492	19 881,84	20 279,48	20 685,07	20 084,60
Fournitures alimentaires	21000	21 420,00	21 848,40	22 285,37	21 638,44	Recettes activités socio-culturelles	34095,8	34 777,72	35 473,27	37 601,67	35 487,11
						Vente de marchandises	17368,45	17 715,82	18 424,45	19 529,92	18 259,66
61 Services exterieurs	39582,9	40 374,56	41 182,05	41 991,54	40 782,76	74 Subventions d'exploitation	356473,5	370 484,90	376 871,15	385 428,73	372 314,57
Locations immo	13272	13 537,44	13 808,19	14 084,35	13 675,50	Guisseny	62667	65 512,00	68 499,25	71 635,86	67 078,53
Locations mobilières	9000	9 180,00	9 363,60	9 550,87	9 273,62	Plouider	1868	2054,8	2054,8	2054,8	2 008,10
Entretien et réparation immo	1500	1 530,00	1 560,60	1 591,81	1 545,60	Lesneven	7626	8388,6	8388,6	8388,6	8 197,95
Entretien et réparation mobilier	9500	9 690,00	9 883,80	10 081,48	9 788,82	Le Folgoet	7798	8577,8	8577,8	8577,8	8 382,85
Maintenance informatique	2000	2 040,00	2 080,80	2 122,42	2 060,80	Kernilis	17294	18591,4	18591,4	18591,4	18 267,05
Assurances	3630,9	3 703,52	3 777,59	3 853,14	3 741,29	Goulven	208	228,8	228,8	228,8	223,60
Frais de formation	680	693,60	707,47	707,47	697,14	Ploudaniel	2196	2415,6	2415,6	2415,6	2 360,70
						St Meen	142	156,2	156,2	156,2	152,65
62 Autres services exterieurs	175482,35	178 992,00	182 571,84	185 223,27	180 567,36	Kerlouan	53500	52 464,00	52 464,00	52 464,00	52 723,00
Honoraires fonction employeur	6554,76	6 685,86	6 819,57	6 955,96	6 754,04	CLCL	30616,5	30616,5	30616,5	30616,5	30 616,50
Autres honoraires	6051,47	6 172,50	6 295,95	6 421,87	6 235,45	St Fregant	16423	17823	17823	17823	17 473,00
Honoraires CAC	3838,6	3 915,37	3 993,68	4 073,55	3 955,30	Lanarvily	512	563,2	563,2	563,2	550,40
						Kernouës	7203	7753	7753	7753	7 615,50
Publications	400,47	408,48	416,65	424,98	412,65	Tregarantec	400	440	440	440	430,00
Cadeaux à la clientèle	500	510,00	520,20	530,60	515,20	Plouneour	2200	2420	2420	2420	2 365,00
Voyages et déplacements	3500	3 570,00	3 641,40	3 714,23	3 606,41						
Affranchissements	350	357,00	364,14	371,42	360,64	CAF PSO	110000	113300	116699	120199,97	115 049,74
Téléphone	1200	1 224,00	1 248,48	1 273,45	1 236,48	CAF PSO handicap	20000	20000	20000	20000	20 000,00
Frais de service bancaires	326,32	332,85	339,50	346,29	336,24	CAF LUDOTHEQUE	6720	10080	10080	12000	9 720,00
Frais CESU ANCV	560,73	571,94	583,38	595,05	577,78	MSA PSO	1100	1100	1100	1100	1 100,00
Cotisations service fédération	5200	5 304,00	5 410,08	5 518,28	5 358,09	France Travail	8000	8000	8000	8000	8 000,00
Transports	22000	22 440,00	22 888,80	23 346,58	22 668,84						
Prestations pour activités	105000	107 100,00	109 242,00	110 426,84	107 942,21						
Restauration collective	20000	20 400,00	20 808,00	21 224,16	20 608,04	75 Autres produits de gestion courante	370,67	370,67	370,67	370,67	370,67
						Cotisations adhérents	249	249	249	249	249,00
63 Impôts, taxes et versements	4341	4 427,82	4 516,38	4 606,70	4 472,98	Produits divers de gestion courante	121,67	121,67	121,67	121,67	121,67
Formation continue	4341	4 427,82	4 516,38	4 606,70	4 472,98						
						76 Produits financiers	564,96	564,96	564,96	564,96	564,96
64 Frais de personnel	340 612,34	354 892,96	372 637,60	391 269,48	364 853,10	Produit de participation	564,96	564,96	564,96	564,96	564,96
Salaire permanents chargé	284 612,34	298 842,96	313 785,10	329 474,36	306 678,69						
Salaires temporaires	55000	55 000,00	57 750,00	60 637,50	57 096,88	77 Produits exceptionnels	8683,62	4 835,00	4 201,60	3 868,34	5 397,14
Indemnités avant div non soumis						Quote part subvention INVT VIR	8683,62	4 835,00	4 201,60	3 868,34	5 397,14
Médecine du travail, pharmacie	1000	1 050,00	1 102,50	1 157,63	1 077,53						
						AAP espérés	38500	34400	42052	43624,25	39 644,06
courante	277,71	283,26	288,93	294,71	286,15	REAAP	2000	2000	2000	2000	2 000,00
Droits d'auteur et de reproduction	227,71	232,26	236,91	241,65	234,63	FDVA 1	1500	1500	1500	2500	1 750,00
Charges de gestion courante	50	51,00	52,02	53,06	51,52	COLOS APPRENANTES	30 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	22 500,00
						FONJEP			7 107,00	7 107,00	3 553,50
						Participation EVS communes et CLCL	5 000,00	10 900,00	11 445,00	12 017,25	9 840,56
						79 Transferts de charges	4680	4680	6680	7680	5 930,00
66 Charges financières	6,05	6,05	6,17	6,29	6,14	exploitation (arrêts maladie)	2000	2000	2000	2000	2 000,00
Intérêts bancaires	6,05	6,05	6,17	6,29	6,14	Mise à disposition	2000	2000	4000	5000	3 250,00
						Remboursement formation	680	680	680	680	680,00
67 Charges exceptionnelles											
68 Dotation aux amortissements, dépreciations et provisions	13456,06	7 600,78	6 674,74	6 480,27	8 552,96						
Dotation amortissement immo	242,9	0,00	0,00	0,00	60,73						
Dot amortissement matériels	424,14	380,57	0,00	0,00	201,18						
Amortissements agence divers	1019,35	700,41	191,06	100,27	502,77						
Amortissements matériel de transport	4253,18	0,00	0,00	0,00	1 063,30						
Matériel de bureau	1136,49	139,80	103,68	0,00	344,99						
Yourte	6380	6 380,00	6 380,00	6 380,00	6 380,00						
69 Impôts sur les bénéfices											
TOTAL CHARGES	624 406,41	638 238,38	660 571,89	683 305,14	651 630,45	TOTAL PRODUITS sans demandes exceptionnelles	591948,8	606 475,05	619 531,68	639 916,00	614 467,87
						TOTAL PRODUITS avec les demandes exceptionnelles	630 449	640 875	661 584	683 540	654 111,93
RESULTAT DE L'EXERCICE 1	-32 457,66	-31 763,33	-41 040,20	-43 389,14							
RESULTAT DE L'EXERCICE (avec demandes exceptionnelles)	6 042	2 637	1 012	235							

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405004-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05004

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 9
Votants	= 10

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Subvention 2024 à l'Association Familes Rurales de Gissény – dernière échéance

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Jérémy JAFFRÈS a été désigné pour cette question à remplir cette fonction, ce qu'il a acceptés..

Mesdames Maud LE QUERE et Laurence GUERINET, Messieurs Mickaël CONQ et Jean-Louis BONDU, étant concernés personnellement, ont quitté la salle et n'ont pas participé au débat ni au vote.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Herveline CABON, 1ère adjointe en charge des politiques familiales, indique, que par délibération N°CM/24-02010 du 11 avril 2024 et pour couvrir le temps d'obtention de l'agrément Espace de Vie Social, dit EVS, par la Caisse d'Allocations Familiales, la commune a versé une subvention exceptionnelle de 45 520 €, soit 80 % de la subvention initiale 2019-2023.

Par courrier en date du 18 novembre 2024, L'Association Familles Rurales de Guissény a présenté son bilan financier et sollicite le versement des 20 % restant soit 11 380 € au titre de l'année 2024, soit la même somme que les années antérieures.

Madame Herveline CABON, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Suite à l'avis favorable de la commission des finances du 12 décembre 2024 et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés par 10 voix pour,

Article 1 : Accepte de verser à l'Association Familles Rurales de Guissény, 11 380 € correspondant au 20 % restant de la subvention allouée prévue au budget 2024.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire ou l'adjoint ayant délégation à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

À Guissény, le 19 décembre 2024

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

Le secrétaire de séance,
Jérémy JAFFRÈS

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405005-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05005

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	=

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Achat d'une tractopelle pour les services techniques

L'an deux mille vingt-quatre, ledix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ,Renée GALL, Laurence GUERINET,Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL,Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ, Valérie NIVEZ,JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,

Absent : XX

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Gérard LE GUEN, adjoint aux travaux informe, que suite à la délibération en date du 11 avril 2024 autorisant la consultation pour l'acquisition d'une tractopelle, la collectivité a fait l'acquisition et a réceptionné en novembre dernier une tractopelle de modèle JCB 3CX en remplacement de la tractopelle JCB achetée en 2009 par la commune et qui avait 8 200 h.

Le montant d'achat de la tractopelle est de 102 600 € HT avec une reprise de l'ancienne de 10 600 € HT, soit une dépense réelle de 92 000 € HT.

Monsieur Gérard LE GUEN, rapporteur entendu, le conseil municipal en prend note.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSÉNY 29880

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405006-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05006

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Salle Omnisports Jean Fily – Acquisition de tapis de protection du sol sportif et d'une autolaveuse autoportée

L'an deux mille vingt-quatre, ledix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ,Renée GALL, Laurence GUERINET,Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL,Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ, Valérie NIVEZ,JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Gérard LE GUEN, adjoint aux travaux informe que suite à la rénovation de la salle Jean Fily et à la pose d'un revêtement de type GERFLOR répondant à la norme EN 14904 (sols multi sports intérieur), il y a lieu d'investir dans des matériels de nettoyage et de protection des surfaces afin de se conformer aux règles de garantie des matériaux mis en œuvre.

Une consultation a été organisée auprès de diverses entreprises compétentes en la matière et respectant le protocole d'entretien du revêtement.

L'entreprise la mieux-disante concernant l'autolaveuse autoportée est la société PLG (Pierre LE GOFF) pour un montant HT de 7910 € soit 9492 € TTC.

Compte tenu de l'utilisation de la salle lors de manifestations non sportives (repas, accueil, animations d'autofinancement, ...), il est également nécessaire de protéger le sol. Le choix s'est fait sur des dalles de protection plutôt que des tapis à dérouler ou enrouler. Il s'agit de dalles de 2 m par 1 m et d'une épaisseur de 4,6 mm proposées par la société ST Groupe, la mieux disante.

Pour la fourniture des 1000 m² de dalles et de 3 chariots de manutention avec roues à pneus, le montant est de 20 490 € HT soit 24 588 € TTC.

Monsieur Gérard LE GUEN, Rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : Autorise Monsieur le maire à faire l'acquisition des matériels proposés et à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405007-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05007

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Programme de remplacement des sources lumineuses de l'éclairage public

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ,Renée GALL, Laurence GUERINET,Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL,Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ,JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Gérard LE GUEN, adjoint aux travaux, informe que les sources LED en éclairage public ont révolutionné le monde de l'éclairage ces dernières années. Leur adoption massive est largement due à leur efficacité énergétique, leur longue durée de vie et le faible impact environnemental.

Depuis quelques années et en partenariat avec les communes, le SDEF a engagé des programmes importants de rénovation de points lumineux d'éclairage public de technologie ampoule à décharge par un passage en LED (rénovation annuelle, programme Fonds Vert) en ciblant prioritairement les luminaires vétustes, énergivores voire non conformes.

Depuis quelques mois, il existe des ampoules LED adaptées aux luminaires récents équipés de lampes traditionnelles. Ces nouvelles ampoules permettent de « relamper » des luminaires posés juste avant les déploiements de la LED à un coût moins important. Elles permettent de conserver des luminaires en très bon état, d'augmenter leur durée de vie de plusieurs années et de diminuer fortement les consommations. En effet, ces lampes LED sont données pour une durée de vie de 25 000 heures, soit environ 10 ans pour un allumage sur la moitié de nuit.

C'est pourquoi le SDEF nous propose un programme de remplacement d'ampoules dites « d'ancienne génération » par des ampoules LED pour l'ensemble des luminaires de moins de 15 ans.

Si cette proposition recueille notre accord, elle sera réalisée dans le cadre du remplacement systématique des sources lors des entretiens préventifs du parc éclairage public et sera étalée sur 2 ans.

Sur la commune de GUISSENY, 68 luminaires sont concernés. Le montant des travaux s'élève à 5 453,60 euros HT. Après déduction de la participation du SDEF de 25%, le montant HT pour la commune est de 4 090,20 euros.

Le gain énergétique est estimé à 8 121 kWh/an, soit une économie financière annuelle de 1 851,00 euros.

Monsieur Gérard LE GUEN, Rapporteur, entendu ;

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405007-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : Accepte le programme de remplacement d'ampoules d'ancienne génération par des ampoules LED par le SDEF,

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer la convention financière du SDEF ainsi que toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405008-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05008

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Entretien de la voirie communale – Renouvellement du marché à bons de commande

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ,Renée GALL, Laurence GUERINET,Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL,Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ, Valérie NIVEZ,JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Gérard LE GUEN, adjoint aux travaux indique au conseil municipal que le marché à bons de commande arrive à expiration le 22 juillet 2025.

Il rappelle que ce type de marché, conseillé et adapté pour les travaux de voirie communale, est très pratique pour diverses raisons :

- ✓ Réactivité et gestion des chantiers simplifiées tout en permettant un respect strict des contraintes d'exécution (contrôles techniques) ;
- ✓ Efficacité accrue en permettant une bonne planification dans le temps de plusieurs petites opérations ;
- ✓ Durée possible sur 4 ans ;
- ✓ Large manœuvre entre les montants mini et maxi permettant notamment de gérer des imprévus et de réagir rapidement en cas de travaux urgents.

Ilest proposé de lancerune consultation afin qu'un marché à bons de commande soit conclu pour les travaux de voirie communale de l'année 2025, reconductible les années 2026, 2027 et 2028 et tienne compte des calendriers budgétaires.

Compte tenu du linéaire de voirie de la commune, il est proposé de fixer le nouveau seuil suivant :

- ✓ Montant maximal annuel de 240 000 € HT, soit 288 000 € TTC ;
- ✓ Montant maximal pour la durée du contrat 960 000 € HT, soit 1 152 000 € TTC.

Monsieur Gérard LE GUEN, Rapporteur, entendu ;

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : donne son accord pour lancer une consultation en vue de mettre en place, pour les travaux de voirie communale 2025 (reconductible les trois années suivantes), un marché à bons de commande.

Article 2 : fixe le seuil minimal des commandes annuelles à 0 € HT et maximal à 240 000 € HT.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405008-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Article 3 : Autorise Monsieur le maire à signer tous les documents relatifs au lancement de la consultation pour la notification du marché à bons de commande de travaux de voirie communale applicable pour l'année 2025 et reconductible sur les trois années suivantes.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405009-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05009

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Règlement intérieur de la salle omnisports JeanFily pour les associations sportives et les écoles

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL,Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Herveline CABON, 1ère adjointe en charge des politiques familiales, rappelle à l'assemblée que la salle Omnisports « Jean FILY » est mise à la disposition des différents clubs de sports et des écoles qui en font la demande pour l'exercice d'activités sportives.

Les modalités d'utilisation de cet équipement doivent être définies, afin que les mises à dispositions à ces catégories d'usagers se déroulent dans des conditions optimales.

Madame Herveline CABON, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour »,

Article 1 : Approuve le principe de la mise à disposition de la salle Omnisports « Jean FILY » aux clubs de sports et aux écoles, selon un planning qui sera défini annuellement par l'adjoint.e aux associations,

Article 2 : Approuve les conditions d'utilisation de ladite salle telles qu'elles figurent dans le règlement intérieur annexé à la présente délibération.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405009-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

RÈGLEMENT INTERIEUR
DE LA SALLE DES SPORTS
Goas ar Puns
29880 GUISSENY

ARTICLE 1 – CONDITIONS DE RÉSERVATION

1.1 – Convention de mise à disposition

Toute réservation de la salle Jean Fily fera l'objet d'une convention signée entre la mairie (soit par un.e élu.e, soit un.e agent.e ayant délégation) et l'organisateur de la manifestation. La mise à disposition ne prendra effet qu'après signature de la convention. L'organisateur doit avoir pris connaissance du règlement qui régit l'utilisation des locaux de la salle Jean Fily et doit, en conséquence, s'y conformer. Dans ce cas, l'année de la convention se base sur l'année scolaire.

1.2 – Modalités de réservation

Toute demande de réservation pour la saison sportive doit être faite auprès de la mairie au plus tard fin Juin de l'année pour la saison N+1. Ces demandes seront soumises à la validation des élus. Les clubs et les écoles recevront un courrier d'acceptation après étude du planning d'utilisation de la salle.

1.3 – Durée de mise à disposition

Toute mise à disposition est conclue pour une durée équivalente à la durée de la saison sportive. Aucune opération de montage ou démontage ne pourra être admise en dehors de la période contractuelle sauf autorisation de la mairie.

ARTICLE 2 – CONDITIONS D'UTILISATION

2.1 – Conditions générales

Toute utilisation doit se faire dans le respect du règlement intérieur des locaux, des consignes de sécurité, du cahier des charges et des horaires. Il en est de même pour l'ordre public, l'hygiène et les bonnes mœurs.

Sports autorisés dans la salle :

- Clubs sportifs : handball, hockey, football
- Centre de Loisirs : jeux de ballon
- Ecoles : gymnastique, sports collectifs.

Utilisation de la salle:

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405009-DE

L'utilisation de **colles ou résines sont strictement interdites dans la salle** lors de la pratique du handball conformément à l'arrêté municipal N°2024-138 du 17/12/2024.

Les utilisateurs ne peuvent pénétrer dans la salle, qu'équipés de chaussures spéciales à usage exclusif et qui auront été chaussées préalablement au vestiaire.

Les crosses de hockey devront être dépourvues de toutes dégradations.

Dans un cadre général :

Il est interdit de cuisiner (production de crêpes, frites, etc.) dans la salle.

Aucun animal n'est admis dans la salle sauf si, dans le cadre de la manifestation, cela est nécessaire, seuls les chiens guide sont acceptés.

L'utilisation de chaussures de ville à talons hauts est interdite sur le sol sportif. Dans le cadre d'une manifestation susceptible d'altérer la qualité du sol, il devra être protégé grâce à des moyens adaptés.

L'utilisation de certains équipements dans la salle devra faire l'objet d'une protection du sol (table en bois, bancs, chaises et barrières, etc).

2.2 - responsabilité

Chaque clubs et écoles utilisateurs de la salle s'engagent à prendre la responsabilité des locaux, du matériel mis à disposition, du public accueilli**,** et à régler les dommages éventuels occasionnés pendant la durée de l'animation sportive.

Tout utilisateur devra justifier d'une assurance couvrant les participants et les bénévoles associatifs contre tous dommages non limitatifs tels que explosions, vols, catastrophes naturelles, dégradations volontaires et involontaires. L'attestation de police d'assurance sera à joindre au dossier de réservation de la salle.

La mairie ne pourra être mise en cause en cas :

- De vol ou autre fait délictueux dont les utilisateurs et accompagnants pourraient être victimes dans les lieux.
- D'actes de malveillance ou de sabotage émanant de personnes étrangères à l'organisation et se traduisant par des dommages corporels et matériels,
- De mesures de sécurité prises par les services de gendarmerie.

2.3 – Utilisation des locaux et des extérieurs

L'organisateur s'engage à n'utiliser que la salle et le matériel mis à sa disposition dans le cadre de la convention et après accord d'utilisation.

2.4 – Conditions techniques

La préparation de la salle est du ressort du club ou de l'école.

2.5– Sécurité

L'organisateur s'engage à respecter la destination de la salle et règlementation en matière de sécurité pour les Etablissements Recevant du Public (ERP), la salle Jean Fily étant un bâtiment de **type L - X** et **de catégorie 2**. L'effectif total du public accueilli est de : **1 032 personnes**.

Les puissances admises par les alimentations électriques devront être respectées, de même que pour l'emploi de matériaux classés pour les éléments décoratifs et l'emploi de matériel de sonorisation.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405009-DE

Aucun obstacle ne devra jamais entraver l'accès aux issues de secours.

L'organisateur sera informé, par un représentant de la mairie, de toutes les recommandations concernant les dispositifs de sécurité du bâtiment (extincteurs, sorties de secours, numéros d'appel des services de secours...).

En règle générale, la sécurité des personnes présentes lors de la manifestation sera assurée par l'utilisateur de la salle Jean Fily conformément à la règlementation en vigueur. Un responsable désigné veillera à l'ouverture et à la fermeture des portes, à l'extinction des lumières en fin d'activité.

Pour toute manifestation, l'organisateur doit avoir connaissance de la règlementation en vigueur en termes d'accueil du public et s'engage à la respecter.

L'utilisateur s'engage à laisser le libre accès aux personnes autorisées par la mairie de Guissény et les membres de la commission de sécurité dans l'exercice de leur fonction.

2.6 – Code du travail

L'organisateur s'engage à respecter les obligations légales en cas d'embauche de salarié pour le déroulement d'une animation sportive.

2.7 – Rangement et nettoyage

Le matériel devra être rangé dans les mêmes conditions et dans les mêmes lieux que lors de leur prise de possession.

Le responsable du club ou de l'école devra s'assurer du nettoyage des locaux avant son départ. Cela comprend le ramassage et le stockage des déchets dans les containers prévus à cet effet. Le tri des déchets est obligatoire.

Les lieux doivent être laissés propres après chaque passage, y compris les vestiaires et les communs. Du matériel de nettoyage sera mis à disposition. Si le constat devait être fait qu'un club ne remplit pas les obligations d'entretiens demandés, il pourra se voir exclu de la salle pour le reste de la saison. Des contrôles réguliers seront diligentés par la mairie.

L'extérieur des locaux doit également être respecté : des aires de stationnement sont agencées à proximité de la salle Jean Fily, des emplacements pour personnes à mobilité réduite sont prévus. Le stationnement sur les voies de circulation réservées aux services de sécurité doit être dégagées, Il est formellement interdit de fumer et de vapoter à l'intérieur de la structure.

2.8 – Dégradations

L'organisateur s'engage à déclarer toute dégradation, aussi minime soit-elle, à la mairie de Guissény.

En cas de disparition de matériel, de dégradations constatées ou d'entretien insuffisant des locaux, une facture sera établie. De plus, la Commune de Guissény se réserve le droit de ne plus attribuer la salle Jean Fily à un utilisateur n'ayant pas respecté le règlement auparavant.

2.12 – Modification du règlement

Le règlement pourra être revu si cela s'avère nécessaire.

Fait à Guissény le 20 décembre 2024

Le maire

Raphaël RAPIN

L'adjointe en charge de la dynamique locale,

Renée GALL

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405010-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05010

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	=15
Présents	=
Votants	=

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Dénomination de nouvelles rues et impasses

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ,Renée GALL, Laurence GUERINET,Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL,Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, JoëlPASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT,Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,

Absent : XX

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Maud LE QUÉRÉ, élue au Conseil Municipal, rappelle à l'assemblée que la dénomination des voies de la Commune relève de la compétence du Conseil Municipal qui, dans le cadre de ses attributions prévues par l'article L.2121-29 du CGCT, détermine par délibération les affaires de la commune. Le maire, au titre de ses pouvoirs de police doit également veiller à la commodité de passage dans les rues, quais, places et voies publiques. Or, l'indication du nom des voies constitue l'une des modalités permettant d'assurer cet objectif.

Pour cette année particulière qui commémorera les 80 ans de la libération, en mémoire de leurs actes de résistance et de bravoure, il est proposé de nommer 4 impasses au nom des résistants :

- Auguste FAVÉ, décédé le 7 août 1944, fusillé au fort du BOUGUEN à BREST,
- Joséphine SÉGALEN, décédée le 8 août 1944, tuée par les allemands à ROSICOU, à l'entrée de sa maison
- François CABON, décédé le 7 août 1944, fusillé au fort du BOUGUEN à BREST
- Joseph LE BORGNE, fusillé le 8 août 1944 à CLEDER

Les familles ont été consultées et ont donné leur accord. Ainsi, Madame Maud LE QUÉRÉ propose à l'assemblée :

- De dénommer **« Impasse Auguste FAVE »,** une impasse en cours d'aménagement et qui est accessible via la rue T. Botrel. Voir plan de situation annexé(annexe1)

- de dénommer **« Impasse Joséphine SEGALEN»** pour la voie située à l'impasse ROSICOU (voie en rose), les numéros 12, 14 et 16 deviendront respectivement le 2, 4 et 1. Voir plan de situation annexé (annexe 1)

- de dénommer **« rue François CABON»** la rue située dans le nouveau lotissement NOGUEL 2, actuellement en cours d'aménagement. Voir plan de situation annexé (annexe1)

- de dénommer **« impasse Joseph LE BORGNE »** l'impasse située au 3 D et 3 E route de PLOUGUERNEAU. Voir plan de situation annexé (annexe1)

Il y a aussi nécessité dans le nouveau lotissement NOGUEL 1 de renommer l'impasse NOGUEL, il est proposé de la renommée l'impasse « **NOGUEL Bihan** ». Voir plan de situation annexé (annexe1)

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405010-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Enfin, une rue dans le NOGUEL 2 reste sans nom, il est proposé à l'assemblée de la nommée **« rue François ABIVEN».** Voir plan de situation annexé (annexe1)

Madame Maud LE QUÉRÉ, rapporteuse, entendue ;

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour »,

Article 1 : Valide le nom de **« Impasse / Hent-Dall Auguste FAVE »,** une impasse en cours d'aménagement et qui est accessible via la rue T. Botrel.

Article 2 : Valide le nom de l'impasse **« Impasse / Hent-Dall Joséphine SEGALEN»** pour la voie située à l'impasse ROSICOU, et valide la nouvelle numérotation (les numéros 12, 14 et 16 deviendront respectivement le 2, 4 et 1).

Article 3 : Valide le nom de la rue dans le lotissement NOGUEL2 **« Rue / Stread François CABON»**.

Article 4 : Valide le nom **« Impasse / Hent-Dall Joseph LE BORGNE** »de l'impasse située au 3 D et 3 E route de PLOUGUERNEAU, et la nouvelle numérotation (le 3D devient le numéro 2 et le 3E devient le numéro 4)

Article 5 : Accepte de renommer l'impasse NOGUEL, et lui donner le nom de « **NOGUEL Bihan** »

Article 6 : Valide le nom de la rue dans le lotissement NOGUEL 2 **« Rue / Stread François ABIVEN ».**

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405011-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05011

Date d'envoi de la convocation : 14 Décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	=

RÉUNION DU 19 Décembre 2024

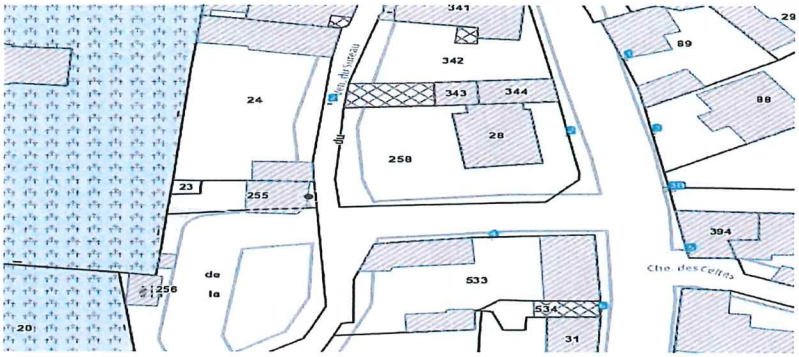
Cession d'une parcelle – 2 Venelle du Sureau – Information au Conseil

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MonsieurJean-Louis BONDU, adjoint au Maire, informe l'assemblée que le CCAS est propriétaire d'une parcelle située 2 Venelle du Sureau, cadastrée AT 23 d'une surface de 12m2 enclavée dans une propriété privée, cette parcelle ne présentant aucun intérêt pour la commune, le CCASva pouvoir décider de la vendre cette parcelle à Mme CALVEZ Marie Thérèse.

Il est demandé à l'assemblée de bien vouloir acter la limite cadastrale de la parcelle AT 225 à l'emprise du garage actuel et d'effectuer la rectification auprès du service du cadastre.



Monsieur Jean-Louis BONDU, rapporteur entendu, le conseil municipal en prend note.

À Guissény, le 19 Décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405013-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05013

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Préemption de la maison située 6 rue du Refuge

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.

Étaient présents :Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Renée GALL, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.

Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean-Louis BONDU, Adjoint au Maire, explique qu'une DIA a été présentée par Mme STEPHAN Gisèle concernant la vente de sa propriété située au 6 rue du refuge : parcelle AT242 d'une superficie totale de 300,20 m2 et de la parcelle AT241 d'une superficie totale de 577,94 m2. Les deux parcelles se trouvent dans la zone U du PLUi, etconformément à la délibération du conseil communautaire, le droit de préemption urbain est institué sur l'ensemble des zones U et AU du territoire. Rien ne s'oppose donc à la possibilité de préempter ce bien.

La commune souhaite saisir l'opportunité de la vente de ce bien, pour permettre de créer un accès au lotissement situé à l'arrière de la propriété comme négocié avec le promoteur et indiqué dans le plan d'aménagement qui lui a été concédé. Ce chemin permettra aux piétons d'accéder au cœur de ville facilement et sans danger.

La propriétaire souhaite vendre son bien au prix de 40 000 €.

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour »,

Article 1 : Décide de préempter le bien situé au 6 rue du refuge (parcelles AT242 et AT241),

Article 2 : Proposer à Mme STEPHAN, d'acquérir le bien contre la somme de 40 000 € (après consultation des domaines),

Article 3 : Donne pouvoir à monsieur le maire ou à l'adjoint faisant fonction pour signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

À Guissény, le 19 décembre 2024

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405015-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05015

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Rythme scolaire – rentrée scolaire 2025-2026

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées

EXPOSÉ DES MOTIFS

Madame Herveline CABON, 1ère adjointe en charge des politiques familiales informe qu'à l'issue du dernier conseil d'école en date du 9/12/2024, le conseil d'école a décidé de modifier le rythme scolaire actuel de 4.5 jours à 4 jours à compter de la rentrée 2025-2026.

Sur 10 votants, 6 ont votés pour la semaine à 4 jours, 4 ont votés pour rester sur la semaine à 4,5 jours. Le compte rendu du Conseil d'école va désormais être transmis à l'inspectrice d'Académie qui devra se prononcer à son tour.Les représentantes de la commune de Guissény se sont positionnées sur le maintien de la semaine à 4,5 jours. Il semble que cela n'a pas été le cas des représentants de la commune de Kerlouan.

Rappelant que la loi indique que le temps scolaire doit être de 4,5 jours ; que le Temps d'Activités Périscolaires est un temps éducatif nécessaire à l'épanouissement des élèves et que les dérogations, qui furent mises en place, concernaient principalement l'organisation de la pause méridienne qui était impactée par les TAP. La semaine à 4 jours est bien issue d'un régime dérogatoire qui se doit être motivé au-delà de l'intérêt des adultes.

La particularité du TREAS était de proposer un rythme scolaire totalement différent des autres écoles du territoire de la communauté de communes et des communes voisines. Ainsi il correspondait aux aspirations de la commune de GUISSENY, et à un temps à celles de la commune de Kerlouan !

En 2008, les 2 communes avaient convenu de travailler ensemble et grâce à cette collaboration, conforter notre école publique. En supprimant pour la prochaine rentrée scolaire cette singularité, on ne voit pas comment la commune pourrait maintenir une exclusivité envers l'école du TREAS, si elle propose de faire comme les autres écoles publiques du territoire.

Il nous faut nécessairement nous interroger sur cette exclusivité pour nous et nos habitants.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de dénoncer la convention relative à l'école publique intercommunale, tel que possible dans l'article 8 de ladite convention, dans lequel il est précisé que la dénonciation peut se faire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six mois avant la fin de l'année scolaire en cours.

Il en résulte que les parents pourront inscrire leurs enfants dans l'école publique de leur choix, charge aux communes accueillantes de faire la demande adéquate lors de l'inscription de ces familles.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405015-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Je vous propose d'autoriser le maire pour le compte de la commune de Guissény de valider les inscriptions proposées et de participer aux frais scolaires de ces enfants selon le forfait départemental, conformément aux articles L.212-8 et R.212-21 du code de l'éducation.

Seules les nouvelles inscriptions seront prises en charge à compter de la rentrée 2025/2026.

Madame Herveline CABON, rapporteuse entendue,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour »,

Article 1 : Dénonce la convention relative à l'école publique intercommunale à compter du 19 décembre 2024, et ce afin de rester dans le délai de 6 mois mentionné dans ladite convention,

Article 2 : Autorise le Maire à valider les inscriptions proposer par les écoles publiques limitrophes,

Article 3 : Autorise le Maire à verser le forfait départemental pour couvrir les frais scolaires de ces enfants,

Article 3 : Autorise le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405016-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05016

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Projet d'aménagement du centre-bourg – propositions du CME-CMJ

L'an deux mille vingt-quatre, ledix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ,Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Mickaël CONQ, conseiller délégué en charge des bâtiments, informe que le CME (conseil municipal enfants) - CMJ (conseil municipal jeunes) s'est réuni le 5 octobre 2024 en mairie afin de finaliser le travail qu'il porte sur la sécurité dans le centre-bourg de GUISSÉNY.

Après échanges et déambulation sur le terrain, et bien que la limitation de vitesse dans le bourg à 30km/h, il a été constaté que le nombre de passages piétons étaient insuffisant sur le parcours entre le centre bourg et les secteurs fréquentés par les jeunes (école, salle des sports, bibliothèque...).

De plus la vitesse des véhicules est jugée excessive en agglomération et ce malgré des aménagements sur la route de Kerlouan.

Le projet d'aménagement d'un montant HT de 26 170 €, soit 31 404 € TTC correspond à la mise en place d'une zone partagée avec panneaux lumineux, la création des passages protégés avec mise aux normes PMR, la modification de la priorité de certains carrefours ainsi que l'achat d'un radar pédagogique amovible et transportable sur divers points de la commune.

Ce projet est conforme aux critères de l'obtention de l'aide au financement dans le cadre de l'attribution de la DETR 2023.

Monsieur Mickaël CONQ, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Suite à l'exposé du rapporteur, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : autoriser monsieur le maire à procéder à une mise en concurrence d'entreprises pour la réalisation de ces aménagements.

Article 2 :autoriser monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution des travaux.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405016-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Article 3 : autoriser monsieur le maire à transmettre auprès des services concernés toutes les pièces nécessaires à l'obtention des subventions demandées.

À Guissény, le 19 décembre 2024

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405017-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05017

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Convention CEP (conseil partagé en énergie) – ENER'GENCE

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Mickaël CONQ, conseiller délégué aux bâtiments, indique que la convention CEP (Conseil en Énergie Partagé) avec ENER'GENCE arrive à son terme le 31 décembre 2024. L'agence locale de l'énergie et du climat, propose un conseil en énergie partagé pour toutes les communes de moins de 15 000 habitants. Sur le Pays de Brest, ENER'GENCE intervient déjà auprès de 55 communes.

L'idée de ce dispositif est d'aider les petites et moyennes collectivités à faire des économies d'énergie (électricité, carburants, combustibles) et d'eau, et de les accompagner dans leur démarche de maîtrise de l'énergie.

L'assistance proposée est une mission d'accompagnement technique et méthodologique, et non de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Le dispositif inclut notamment le bilan annuel des consommations d'eau et d'énergie des bâtiments communaux et propose des optimisations pour améliorer la performance énergétique ou réduire les consommations. L'économie observée est significative et la commune acquière ainsi une compétence énergie à budget constant.

Pour bénéficier de l'assistance D'ENER'GENCE, la commune de Guissény doit adhérer et verser une cotisation annuelle. La durée de la convention est de 3 ans soit 2025,2026 et 2027.

Pour 2025, la cotisation par habitant s'élève à 1,54 € mais un cofinancement de l'ADEME vers ENER'GENCE permet une remise de 0,05 €/hab. ainsi l'appel à cotisation s'élève à 1,49 €/habitant soit 2 954,67 €.
En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver cette adhésion à l'association ENER'GENCE à compter du 1er janvier 2025, d'autoriser monsieur le maire à signer tous les documents à intervenir dans sa mise en œuvre et de désigner Monsieur Mickaël CONQ en tant que référent auprès D'ENER'GENCE.

Monsieur Mickaël CONQ, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Suite à l'exposé du rapporteur, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405017-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Article 1 : Décide d'approuver l'adhésion à l'association ENER'GENCE à compter du 1er janvier 2025 pour une durée de3 ans,

Article 2 : Désigne Monsieur Mickaël CONQ représentant communal auprès d'ENER'GENCE,

Article 3 : Autorise Monsieur le maire à signer la convention et tous les documents permettant sa mise en œuvre,

Article 4 : Autorise Monsieur le maire à verser les cotisations dues.

À Guissény, le 19 décembre 2024

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241223-CM2405018-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DESDÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05018

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Avis du conseil municipal sur la demande d'extension de l'élevage porcin présentée par le GAEC SIMON situé au lieu-dit204 Kerdelan en Plouguerneau

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Jean-Yves ROUDAUT, conseiller-délégué à l'agriculture, indique, que la direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial de Quimper a transmis à la Mairie de Guissény une consultation publiquesur la demande d'enregistrement au titre de la législation sur les ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement), présentée par le GAEC SIMON pour l'extension de son élevage porcin au lieu-dit 204 KERDELAN en PLOUGUERNEAU, sur la période du 24 octobre au 21 novembre 2024.

En application de l'article R512-46-11 du code de l'environnement, le préfet transmet, dans les quinze jours suivant la réception du dossier complet et régulier, un exemplaire de la demande et du dossier d'enregistrement pour avis au conseil municipal de la commune où l'installation est projetée à celui des communes concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source et au moins à celles dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre de l'installation concernée. Seuls les avis exprimés et communiqués dans les quinze jours suivant la fin de la consultation du publicpeuvent être pris en considération par Monsieur le Préfet.

Il est proposé à l'assemblée de donner un avis sur l'extension de l'élevage porcin présentée par le GAEC SIMON au lieu-dit 204 KERDELAN en PLOUGUERNEAU.

Monsieur Jean-Yves ROUDAUT, rapporteur entendu,

Les terrains situés sur GUISSENY sont-ils inclus dans la zone d'épandage ? :

- L'ilot 1 est un verger de 1800 m², Proche de l'étang du pont
- Les ilots 65(2x), 71(2x) et 72, à KERGUIDILIC, sont proche de l'affluent du QUILLIMADEC. Ils ont une contenance, respectivement, de 500, 21900, 100, 7000 et 52900 m²,
- L'ilot 94 est dans le bourg, rue Chanoine RANNOU, en proximité d'habitations et a obtenu un permis d'aménager en 2024. Il fait 9000 m²
- L'ilot 116 proche du château d'eau de KERGONIOU, de 52 200 m²
- L'ilot 131 à KERGUIDILIC pour 9500 m² est dans la zone humide,

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241223-CM2405018-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : émet un avis favorable sous conditions. Même s'il est entendu que nous disposions de 15 jours pour le transmettre au service de l'état après la fin de la consultation close le 21 novembre, soit un délai trop court et contraignant. Nous sommes dans un territoire soumis à un arrêté de classement en zone à enjeux sanitaires et environnementaux, que le Préfet lui-même signé.

Article 2 : acte le plan d'épandage sur la commune de GUISSENY et sollicite le retrait du plan d'épandage des ilots 1, 94 et 131. :

- **Concernant l'ilot 1**, est un verger et à ce titre, il n'y pas de possibilité de faire de l'épandage,
- **Concernant l'ilot 94**, est titulaire d'un permis d'aménager, a été classé au PLUi-H en zone à urbaniser et se situe un plein bourg à moins de 200m d'habitations,
- **Concernant les ilots 65, 71 et 72,** sont proches de l'affluent du QUILLIMADEC, la zone enherbée imposée à 10m est et devra être respectée, il n'y a donc pas d'avis négatif.
- **Concernant l'ilot 116,** il n'y a pas d'observation particulière,
- **Concernant l'ilot 131,** il est situé en zone humide et donc interdit de tout épandage comme signalé sur le plan.

Article 3 : acte qu'initialement, cette ferme existante a une autorisation pour 120 truies. Au fil des années, cet élevage a racheté 2 autres exploitations, composées pour l'une de 110 truies, pour l'autre uniquement des places d'engraissement. Le dossier, déposé en décembre 2023, a été complété par l'introduction d'une exploitation supplémentaire de 200 truies. Il en résulte que la somme des autorisations permettrait d'avoir 430 truies en production. Or, la demande, objet de la consultation, mentionne un cheptel de 300 truies en production soit une baisse constatée de 30 % environ. Plus globalement, sur les 4 communes concernées de 2016 à 2023, la baisse du cheptel est de 38 %, ce qui amène globalement une baisse de la pression azotée dans notre secteur.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405019-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY
N°CM/24-05019

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Financement de l'animation du site Natura 2000 pour la période 2025-2027

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOËT, conseiller délégué à l'environnement, informe des dispositions de soutien de l'animation Natura 2000 pour les prochaines années.

La ville de Guissény a été désignée structure porteuse en charge de l'animation du document d'objectifs sur le site Natura 2000 n° FR5300043 GUISSENY. À ce titre, elle peut bénéficier d'une aide de la Région Bretagne et de l'Union européenne au travers le fonds européen de développement régional (FEDER) depuis 2023. Jusqu'à 2022, l'animation et les actions pour le site Natura 2000 était soutenu par l'État et par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

Pour rappel, les modalités de la demande d'aide avec le FEDER ont évolué. La contribution nationale (part Région) pour Guissény est légèrement supérieure aux années précédentes ; la contrepartie en fonds FEDER est quant à elle de 60 %. L'autofinancement apporté par la commune et contribuant à l'animation du site Natura 2000 permet également d'appeler des fonds FEDER. Il est désormais obligatoire de faire appel aux options de coût simplifiés (OCS) avec un coût horaire fixé (indépendamment du coût horaire effectif des agents) ; les coûts indirects, frais de mission, achat de fournitures, prestations de service... sont maintenant englobés dans un montant forfaitaire de 30 % des dépenses de rémunération consacrées à l'animation. Enfin, il est possible de réaliser une convention pluriannuelle (jusqu'à trois ans). Ces dispositions doivent simplifier à la fois l'instruction des demandes d'aides et de paiement en limitant les pièces justificatives à fournir.

La finalisation de la nouvelle carte d'habitats naturels et de l'évaluation du DOCOB ouvrent la voie à un nouveau plan de gestion. Le projet de classement en Réserve naturelle régionale nécessite également de préciser les enjeux. Il est probable qu'un document unique de gestion soit élaboré, valant à la fois pour le site Natura 2000, la Réserve naturelle et les terrains du Conservatoire du Littoral. La définition des enjeux spécifiques liés à Natura 2000 devra donc s'articuler avec les réflexions sur le projet de Réserve naturelle.

Afin d'accompagner la commune dans ce travail d'évaluation des enjeux et du nouveau DOCOB, la commune bénéficie d'un financement supplémentaire pour les années 2024 et 2025. Il est prévue que l'aide pour 2025 soit maintenue à 0,75 ETP (niveau ingénieur sur la base des OCS). Pour 2026 et 2027, elle reviendra à 0,5 ETP ; ce niveau d'aide devrait être garanti jusqu'à la fin effective de la présente programmation FEDER, soit 2029.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405019-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Pour la période 2025-2027, le contenu de la mission, les résultats attendus ainsi que les financements dédiés de la Région Bretagne et de l'Union Européenne pour conduire cette mission feront l'objet d'une convention entre la Région Bretagne (autorité de gestion compétente) et la Commune de Guissény.

Les missions prévues pour la période :

1. Informer sur la mise en œuvre de la démarche Natura 2000 ;
2. Élaborer et mettre en œuvre les nouveaux contrats Natura 2000 pâturage, de protection des dunes, de restauration et d'entretien des tourbières et prairies, de travaux hydrauliques, etc. ;
3. Accompagner les agriculteurs pour la contractualisation et le suivi des Mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) et des autres cahiers des charges ;
4. Réaliser et coordonner des études et suivis scientifiques : cartographie des habitats et des séries de végétation, suivis espèces, coordination du suivi sédimentaire des dunes, etc. ; Inventaires ponctuels sur groupes d'espèces insuffisamment connus (ex. anguilles, faune mare, papillons nocturnes et diurnes) ;
5. Contribuer à l'identification des programmes de projets soumis à évaluation d'incidence et accompagner les organisateurs d'évènement et porteurs de projet ;
6. Évaluation continue de la mise en œuvre du document d'objectifs (DOCOB) : définir les enjeux de conservation sur la base de la nouvelle carte d'habitats ; Élaborer le nouveau document de gestion ;
7. Informer sur l'avancement de la démarche à destination des services concernés de l'Etat et de la Région ;
8. Contribuer aux activités du réseau Natura 2000 ;
9. Participer à la préparation du comité de pilotage, et le cas échéant des commissions thématiques ;
10. Assurer les missions administratives liées à Natura 2000 (secrétariat, gestion financière) ;
11. Proposer un programme d'activité pour l'exercice suivant.

Les résultats attendus en fin d'exercice :

- Mise en place et suivi de contrats Natura 2000, des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC)
- Communication, information autour de Natura 2000
- Définition des enjeux et préparation d'un nouveau document unique de gestion (valant DOCOB)
- Bilan d'activités et tous autres documents rendant compte des opérations

Le montant prévisionnel du projet est de 124 507,29 € pour 2025-207 et se répartit à titre indicatif ainsi :

Synthèse montant prévisionnel du projet / Postes de dépenses	Montant supporté en €			
	2025	2026	2027	TOTAL 3 ans
Dépenses de rémunération (réparties entre 2 agents) 2025 : 1200h ; 2026 : 803,5h ; 2027 : 803,5h	40 944,00 €	27 415,42 €	27 415,42 €	**95 774,84 €**
Autres dépenses (coûts indirects, frais de mission, achat de fournitures, prestations de service...) Option de coûts simplifiés : 30 % des dépenses de rémunération, sous réserve de justification	12 283,20 €	8 224,63 €	8 224,63 €	**28 732,45 €**
TOTAL PROJET	**53 227,20 €**	**35 640,05 €**	**35 640,05 €**	**124 507,29 €**

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405019-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Le plan prévisionnel de financement se répartit à titre indicatif ainsi :

Plan de financement / Financeurs sollicités	% 2025	% 2026-2027	Montant supporté en €			
			2025	2026	2027	TOTAL 3 ans
Union Européenne – FEDER	60 %	60 %	31 936,32 €	21 384,03 €	21 384,03 €	**74 704,38 €**
Région Bretagne	26 %	39 %	13 768,00 €	13 768,00 €	13 768,00 €	**41 304,00 €**
Auto financement	14 %	1 %	7 522,88 €	488,02 €	488,02 €	**8 498,92 €**
TOTAL PROJET	**100 %**	**100 %**	**53 227,20 €**	**35 640,05 €**	**35 640,05 €**	**124 507,29 €**

Monsieur Joël PASCOËT, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : Valide le plan de financement pour l'animation du site Natura 2000 pour la période 2025-2027 et de renouveler ainsi l'engagement de la commune en tant qu'opérateur Natura 2000 sur le site Natura 2000 n°FR5300043 ;

Article 2 : Autorise monsieur le maire à solliciter, au nom et pour le compte de la commune de Guissény, les financements auprès du Conseil régional de Bretagne dans le cadre de l'appel à projet régional et à signer les conventions attributives de subvention en lien avec le projet ainsi que tous les documents afférents à ces demandes d'aides.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY 29880

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405020-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05020

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Attribution du marché de renaturation de l'allée des Mésanges

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Absent : XX
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Joël PASCOET, conseiller délégué à l'environnement indique à l'assemblée que les offres du marché de renaturation de l'allée des Mésanges, dont la mise en ligne sur le site @MEGALIS a été effectuée le 29 juillet 2024, ont été réceptionnées le 16 septembre 2024 sur cette même plateforme. Les offres reçues sont les suivantes :

- Enveloppe 1 : Groupement AGSEL - PODEUR TP - DANTEC avec mandataire AGSEL pour un montant de 96 094 € HT soit 115 312,80 € TTC.
- Enveloppe 2 : Entreprise ALPAGA pour un montant de 178 283 € HT soit 213 939,60 € TTC.

Pour rappel, l'estimation pour ces travaux était de 102 000 € HT soit 122 400 € TTC.

Aucune erreur de calcul n'a été relevée dans les dossiers et les pièces administratives justificatives sont jointes par chaque candidat.**Après analyse par les services techniques de la commune, il s'avère que l'offre la mieux disante a été présentée par le groupement** AGSEL - PODEUR TP – DANTEC.

La commune bénéficie pour ces travaux d'une subvention Fonds Vert et de l'accompagnement du Conservatoire du littoral.

Joël PASCOET, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,
Article 1 : Autorise Monsieur le maire à notifier le marché au groupement AGSEL - PODEUR TP – DANTEC.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405020-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution du marché.

À Guissény, le 19 décembre 2024

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405021-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05021

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Tarifs communaux 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée, qu'en 2020, le Conseil Municipal avait choisi d'opter pour une révision des tarifs communaux, chaque année suivant l'indice des prix à la consommation définitif du mois d'octobre (glissement annuel, source **https://www.insee.fr/fr/statistiques/8284181**).

Pour le cas où l'indice serait négatif, les tarifs seraient maintenus au niveau de l'année précédente sauf, décision contraire du Conseil Municipal.
Les montants ainsi définis ont été arrondis au dixième de centimes inférieur. Les nouveaux tarifs ont donc été calculés selon cette méthode (annexe).
Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'avis favorable de la commission communale des finances du 12/12/2024

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour »,

Article 1 : valide le mode de calcul des tarifs pour 2025 et décide d'appliquer l'augmentation en fonction de l'indice des prix à la consommation au mois d'octobre soit environ 1,2 %.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405022-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05022

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Ouverture de crédits avant le vote du budget primitif de 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément aux dispositions de l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales, Monsieur le maire demande au conseil municipal de l'autoriser à mandater les dépenses d'investissement de l'exercice 2025 dans la limite du ¼ des crédits ouverts au budget 2024. Ceci permettra d'assurer la continuité du service entre deux exercices budgétaires et de ne pas compromette l'exécution d'opérations d'investissement. Cette autorisation vaut jusqu'à la date de vote du budget primitif.La répartition se fera selon le tableau ci-dessous :

ARTICLE	LIBELLE	BUDGET 2024 (en €)	ANTICIPATION SUR CREDITS 2025 (en €)
	CHAPITRE 20		
2031	Frais d'études	65 235,30 €	16 308,82 €
	CHAPITRE 204		
2041582	Subventions versées	136 625,55 €	34 156,38 €
	CHAPITRE 21		
2152	Installations de voirie	12 652,62 €	3 163,15 €
2182	Matériel de transport	90 000,00 €	22 500,00 €
2184	Mobilier	8 000,00 €	2 000,00 €
	CHAPITRE 23		
2313	Construction	1 303 256,03 €	352 814,03 €
2315	Aménagement des constructions	292 410,23 €	73 102,55 €
		TOTAL	**504 044,99 €**

Monsieur Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu ;

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405022-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales,

Considérant qu'il est dans l'intérêt de la collectivité de permettre la continuité des écritures comptables pour les opérations lancées en investissement,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : autorise Monsieur le maire à inscrire à la section d'investissement, avant le vote du budget primitif 2025, conformément à l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales, un montant total de crédits en dépense de 504 044,99 € répartis selon le tableau ci-dessus.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405023-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05023

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Admission en non valeurs et créances éteintes

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur Raphaël RAPIN, rappelle à l'assemblée qu'en vertu des dispositions législatives qui organisent la séparation des ordonnateurs et des comptables, il appartient au Comptable Public de procéder, sous le contrôle de l'Etat, aux diligences nécessaires pour le recouvrement des créances.

Lorsque le Comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites, n'a pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander la collectivité l'admission en non-valeur des sommes non recouvrées, étant rappelé que cela n'implique pas l'abandon total de ces créances et que, si des possibilités de recouvrement existaient par la suite, il lui appartiendrait de faire toute diligence pour obtenir leur paiement.

Par courrier du 12/12/2024, le trésorier nous a fait part des propositions d'admission en non-valeur de titres de recettes émis de 2016 pour un montant de 3 208,65 € réparti comme suit :

- Compte 6541-1 « créances admises en non-valeur » : 3 208,65 €

Compte tenu de la prise de compétence par la CLCL de l'ancien budget « eau », celle-ci devra procéder au remboursement des créances admises en non-valeur. Il convient donc de prévoir au budget sur le compte 758-88.

Étant précisé que :

- L'admission en non-valeur des créances est décidée par l'assemblée délibérante dans l'exercice de sa compétence budgétaire. Elle est demandée par le comptable lorsqu'il rapporte les éléments propres à démontrer que malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut pas en obtenir le recouvrement. L'admission en non-valeur ne met pas obstacle à l'exercice des poursuites : la décision prise n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis conserve un caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « meilleure fortune »

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405023-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

- Les créances éteintes sont issues de taxes et de produits communaux dont il n'a pu effectuer le recouvrement en raison de l'insolvabilité des débiteurs. En effet, les jugements intervenus à l'issue des procédures de redressement ou de liquidation judiciaire (pour les sociétés), de surendettement ou de rétablissement personnel (pour les particuliers) ont pour effet « d'éteindre » juridiquement les créances concernées. Elles constituent donc une charge budgétaire définitive et doivent être constatées par l'Assemblée.

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 16 décembre 2013 relatif à l'instruction budgétaire et comptable

Vu l'avis favorable de la commission communale des finances du 12/12/2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour »,

Article 1 : adopte les propositions d'admission en non-valeur de créances irrécouvrables et éteintes pour les titres et recettes émis de 2016 présentés par le Comptable Publicpour un total 3 208,65 €.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405024-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05024

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Versement d'une subvention à l'Association Protection Civile 29

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le maire, informe l'assembléeque la mise en place d'un Dispositif Prévisionnel de Secours (DPS) est obligatoire pour toute manifestation organisée sur la voie publique ou dans un lieu rassemblant du public. Aussi, pour l'organisation de la manifestation « caisse à savon » qui a été organisée en 2023 et 2024, la commune a fait appel à l'ADPC 29 pour répondre à ses obligations.

Une convention a été établie entre l'association et la commune en 2023 et 2024, fixant les modalités de mise en place du dispositif prévisionnel de secours, dans lesquelles il est précisé qu'il n'y a pas de tarif d'intervention à proprement dit. Les organisateurs sont libres du montant à verser.

Il est proposé à l'assemblée une subvention exceptionnelle de 600 € pour les deux années à l'ADPC 29 pour leur participation aux manifestations de 2023 et 2024.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour », accepte

Article 1 : de verser une subvention exceptionnelle de 600 € pour participation de l'ADPC 29 aux deux manifestations « caisse à savon » organisée en 2023 et 2024.

Article 2 : De donner pouvoir au Maire ou à l'adjoint faisant fonction pour signer toutes pièces relatives à cette affaire.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405025-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05025

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Validation du tableau des emplois permanents et non-permanents

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,

Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire indique que le tableau des emplois est un outil incontournable de la gestion du personnel. Il concerne les emplois de fonctionnaires stagiaires et titulaires et les emplois non-permanents de contractuels de droit public. Les contrats aidés (CUI-CAE...) et les contrats d'apprentissage ne font pas l'objet de création de poste et ne figurent pas dans le tableau des emplois.
Il est constitué de la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.
La nécessité d'un pilotage actif et réaliste des emplois de la collectivité obéit à une double logique, réglementaire et prévisionnelle.
Sur le plan du droit, les fondements de cette obligation s'appuient sur le code général des collectivités territoriales et sur l'article n°34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Tout comme les postes permanents, les postes non-permanents doivent également être autorisés par l'assemblée délibérante et ils font l'objet d'inscription de crédits préalablement au recrutement.
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée,
Vu l'avis favorable de la commission employeur pour le recalibrage des postes de fonctionnaires stagiaires et titulaires tel que présenté dans le tableau remis à chaque conseiller municipal et pour le recrutement d'agents non-permanents comme suit :
2 agents contractuels de droit public pour accroissement temporaire d'activité (article 3-I de la loi n° 84- 53)

- 1 agent technique polyvalent (cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, à temps complet) affecté au service technique,

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405025-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

- 1 agent administratif polyvalent (cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux, catégorie C, à temps complet) affecté au service administratif.

Les contrats de ces postes de travail sont conclus pour une durée maximum de 12 mois renouvelable compris sur une période de 18 mois consécutifs.

10 agents contractuels de droit public pour accroissement saisonnier d'activité (article 3-I de la loi n° 84- 53)

- 10 agents techniques polyvalents en milieu rural (cadre d'emplois des adjoint(e)s techniques territoriaux, catégorie C, à temps complet) affectés au service technique et pour la bonne exploitation des services communaux durant la saison estivale.

Les contrats sont conclus pour une durée maximum de 6 mois sur une période de 12 mois consécutifs.

1 chargé de mission « contrat de projet » (article 3-IIde la loi n° 84- 53)

- 1 technicien (cadre d'emplois des techniciens territoriaux, catégorie B, à temps complet) affecté au service Environnement pour la mission Natura 2000. Ce contrat est conclu pour une durée maximum de 36 mois.

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : valide le tableau des emplois permanents et non permanents de la collectivité ci-joint en annexe.

Article 2 : dit que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget de la ville de Guissény.

À Guissény, le 19 décembre 2024

Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS ET NON-PERMANENTS DE LA COMMUNE DE GUISSÉNY
au 01/12/2024

EMPLOIS PERMANENTS

DATE DE LA DÉLIBÉRATION CRÉANT LE POSTE	LIBELLE FONCTION OU POSTE OU EMPLOI	DUREE TEMPS DE TRAVAIL	CATÉGORIE	GRADE MINIMUM	GRADE MAXIMUM	POSSIBILITE POURVOIR EMPLOI PAR CONTRACTUEL	POSTE POURVU	POSTE VACANT	Agent	Observations
FILIÈRE ADMINISTRATIVE										
31/07/2018	Directeur général des services	35/35èmes	A	Attaché	Attaché principal	OUI	1	0		
30/03/2017	Agent administratif des affaires générales	35/35èmes	A/B	Rédacteur	Attaché	OUI	1	0	Monique CONGAR	
14/02/2019	Agent comptable	35/35èmes	B/C	Adjoint administratif	Rédacteur principal de 1ère classe	OUI	0	1		
28/01/2004	Assistant de gestion administrative	35/35èmes	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	OUI	1	0	Armelle GOAOC	poste occupé depuis le 01/03/2004
17/12/2021	Agent APC + compta	35/35èmes	C	Adjoint administratif	Rédacteur principal de 1ère classe	OUI	1	0	Maela DERRIEN	
20/07/2022	Agent DR + assistance administrative	35/35èmes	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal de 1ère classe	OUI	0	1	Gene UGUEN	
FILIÈRE TECHNIQUE										
07/07/2009	Animateur des services techniques	35/35èmes	B/C	Agent de maitrise	Technicien principal de 1ère classe	OUI	1	0	Ronan L'HOSTIS	
30/03/2017	Animateur adjoint des services techniques	35/35èmes	B/C	Agent de maitrise	Technicien principal de 1ère classe	OUI	0	1	Marcel CAVAREC	
10/07/2002	Responsable des espaces naturels	35/35èmes	B	Technicien	Technicien principal de 1ère classe	OUI	1	0	Nicolas LONCLE	Agent à TP 50% de droit enfant du 01/09/2020 au 31/08/2021 Agent à TP 60% de droit enfant du 01/01/2021 au 31/08/2021 Agent à TP 80% de droit enfant du 01/08/2022 Agent à temps complet depuis le 01/01/2024
28/01/2004	Agent technique polyvalent en milieu rural	35/35èmes	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	0	1		Ancien poste de Pascal Prigent
27/05/2010	Agent technique polyvalent en milieu rural	35/35èmes	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	1	0	Sébastien ROZEC	Nomination stagiaire au 01/04/2022
11/02/2016	Agent technique polyvalent en milieu rural	35/35èmes	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	1	0	Geneviève UGUEN	
27/05/2010	Animateur adjoint des services techniques	35/35èmes	C	Adjoint technique Principal de 2ème classe	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	1	0	Sébastien QUINIOU	Norbert MIRY En disponibilité du 01/03/2019 au 28/02/2022 Remplacé par Sébastien QUINIOU = CDD du 01/09/2019 au 31/08/2020 + 01/09/2020 au 31/12/2020, nomination stagiaire sur poste dispo +6 mois depuis le 01/11/2020 Nommé Adj Tch Princip. De 2ème classe au 01/08/2024
20/12/2012	Agent technique polyvalent en milieu rural	35/35èmes	C	Adjoint technique	Adjoint technique principal de 1ère classe	OUI	1	0	Catherine OULHEN	
MULTIFILIÈRES										
31/07/2018	Coordinateur vie associative et culture	35/35èmes	B/C	Adjoint d'animation Adjoint administratif	Animateur principal de 1ère classe Rédacteur principal de 1ère classe	OUI	0	1		Maud SICHE = Remplacée par Marie LE GUILLOU CDD du 01/11/2020 au 31/10/2021 = Adelaide BOUF CDD du 10/01/2022 au 09/01/2023 Isabelle CALVARIN du 02/02/2023 au 10/06/2023

EMPLOIS NON PERMANENTS

Références juridiques Loi n°84-53du 26 janvier 1984	HYPOTHÈSES	DURÉE D'ENGAGEMENT	FILIERE	CADRE DE RÉFERENCE	TAUX D'EMPLOI MAXIMUM	NOMBRE DE POSTES	POSTE POURVU	POSTE VACANT	Agent	Observations
article 3-I	1° accroissement temporaire d'activité	1 an maximum sur une période de 18 mois	technique	Adjoint technique	35/35èmes	1	1	0	Loïc DENEU	à compter du 01/01/2024 CDD 6 mois
			administrative	Adjoint administratif	35/35èmes	1	0	1		
			technique	Technicien	35/35èmes	1	0	1		ancien poste Nastasia CELLE
	2° accroissement saisonnier d'activité	6 mois maximum sur une période de 12 mois	technique	Adjoint technique	35/35èmes	10	0	10		
article 3-II	contrat de projet	3 ans	technique	Technicien	35/35èmes	1	1	0	Titouan LE REST	poste occupé CDD du 28/08/2023 au 27/08/2026

poste non pourvu

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405025-DE

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DESDÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05026

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Prix de vente des terrains – Lotissement NOGUEL 1 et 2 – ouverture à la commercialisation

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire, informe l'assemblée que régulièrement le personnel de la mairie est sollicité par des tiers qui interpellent afin de connaitre le prix de vente des terrains du lotissement NOGUEL 2.

Il est rappelé que le projet d'aménagement se compose en 21 lots à vocation de logement individuel et de 2 lots (A et B) à destination de logements à loyer modéré.

L'association des professionnels de santé étudie la faisabilité de construction d'une maison de santé sur une parcelle du NOGUEL 1 et a fait savoir qu'elle souhaitait pouvoir intégrer dans son projet le lot 6 du NOGUEL 2. Ainsi il reste 20 terrains commercialisables, il est proposé à l'assemblée de réserver quelques parcelles afin de permettre aux ménages, aux primo-accédants, des propriétaires de petits logements, aux personnes à petits revenus, aux travailleurs locaux d'accéder à l'acquisition de terrain.

Les membres de la commission finances réunit le 12 décembre 2024, a acté ce principe.

Aussi, Monsieur le Maire propose de réserver 6 lots soit environ 1/3 des lots commercialisables à ces publics. Il s'agirait des lots 1,2,5,8,11 et 16 qui représentent les lots de plus petites tailles. Il conviendra donc de valider également le règlement annexé à la délibération.

Il est proposé de fixer le prix de vente de ces 6 lots à 65 €/m² et à 90€/m² pour les autres lots.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2241-1 et L.2122-26,

Vu l'article 432-12 du code pénal,

Vu les articles L.442-8 et R442-I2 du code de l'urbanisme,

Vu l'avis favorable de la commission des finances du 12 décembre 2024,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : Précise que les lots du NOGUEL 1, qui ont une vocation d'accueillir des structures de service à la population, sont cédés à 25 €/m²,

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Article2 : Fixe le prix de vente du lot 6 à 25 €/m², qui aura une vocation d'accueillir des structures de service à la population,

Article3 : Fixe le prix de vente à 25 €/m2 des lots A et B à vocation de logements à loyer modéré,

Article4 : Valide le règlement d'attribution des lots et confie l'accompagnement et l'instruction des dossiers à l'Association Départementale d'Information sur le Logement du Finistère (ADIL),

Article5 : Fixe le prix de vente pour les lots 1, 2, 5, 8, 11 et 16 du NOGUEL 2 à 65 €/m²,

Article6 : Fixe le prix de vente des lots 3, 4, 7, 9, 10, 12, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20 et 21 du NOGUEL 2 à 90 €/m²,

Article7 : Autorise Monsieur le maire à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

MON DOSSIER DE CANDIDATURE

① Je prends rendez-vous (par mail uniquement) et je retire le dossier de candidature en mairie contre récépissé

②Je vérifie mon éligibilité au dispositif

- Je ne suis pas un professionnel de l'immobilier ☐

- Je m'engage à occuper le futur logement construit, pendant 10 ans minimum, à titre de résidence principale ☐

- Le revenu fiscal de référence de mon ménage au titre des revenus de 2023 ne dépasse pas les plafonds du PTZ ☐

Nombre de personnes destinées à occuper le logement	Revenus plafonds du PTZ* (zone C)
1	24.000 €
2	33.600 €
3	40.800 €
4	48.000 €
5	55.200 €
6	62.400 €
7	69.600 €
8 et plus	76.800 €

** somme des revenus fiscaux de référence de l'ensemble des personnes qui sont destinées à occuper le logement établis au titre de l'année n-2 (avis d'imposition 2024 portant sur les revenus 2023 pour une offre de prêt émise en 2025).A noter également que les plafonds de ressources doivent être revalorisés par l'État en 2024. S'ils sont connus dans le délai des 8 semaines de constitution des dossiers, ces plafonds révisés serviront de référence à l'instruction des dossiers.*

③ Si je remplis les conditions ci-dessus, je prends rendez-vous avec l'ADIL du Finistère en vue de vérifier la faisabilité financière de mon projet.

Prise de rendez par téléphone au 02.98.46.37.38 ou en adressant un mail à adil29@adil29.org en **indiquant votre numéro de téléphone**

Merci de vous munir des pièces suivantes pour cet entretien :

- votre avis d'imposition ou avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu 2023 sur les revenus de 2022

- vos trois derniers bulletins de salaire ou autre justificatif de revenus pour les non-salariés.

- de l'estimatif du coût de votre future construction (voir plaquette de chiffrage des maisons, disponible en mairie).

④ Je dépose mon dossier de candidature complet à la mairie

Pièces à joindre à votre dossier :

- un courrier motivant la candidature,
- le formulaire « Fiche instruction » complété par l'ADIL du Finistère,
- l'étude de financement réalisée par l'ADIL
- l'attestation de taxe foncière et l'attestation fiscale listant mes biens immobiliers (y compris si je n'en possède pas)
- votre avis d'imposition ou avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu 2023 sur les revenus de 2022
- l'engagement du respect du règlement du lotissement,
- l'engagement de respecter le présent règlement d'attribution, les clauses anti-spéculatives et l'attestation de véracité des informations transmises,
- l'ensemble des pièces demandées dans le formulaire « Dossier de candidature ».

Le dossier devra être complet au moment du dépôt. Une pièce manquante au dossier pourra être un motif de rejet de la candidature.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

Guisséný
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

Cadre réservé à la mairie

Numéro de dossier :

DOSSIER DE CANDIDATURE
LOTISSEMENT COMMUNAL NOGUEL 2

Dossier à retourner complet au plus tard le XX XXXX 2025

Par pli postal ou par dépôt au service urbanisme
Mairie de GUISSENY, Place PORTHLEVEN-SITHNEY
29880 GUISSENY

Les modalités de commercialisation des lots 1, 2, 5, 8, 11 et 16, **lots en accession aidée** du lotissement communal du NOGUEL 2 ont été adoptées par délibération N°CM/24-05026 du Conseil Municipal de la Commune de GUISSENY le 19 décembre 2024.

Acheter un lot dans un lotissement communal implique de respecter les règles préétablies qui s'imposeront aux futures constructions et le cas échéant aux conditions de leur revente (clauses anti-spéculatives). Avant tout achat, il convient donc de bien vérifier l'adhésion à ces règles qui ne pourront pas être contestées par la suite. Elles sont établies par le règlement de lotissement, le règlement d'attribution et le plan de composition pour ce qui concerne la réalisation des futures constructions.

1. IDENTITE

	DEMANDEUR	CO-DEMANDEUR
NOM		
Prénom		
Date de naissance		
Adresse	❒Locataire ❒ Propriétaire	❒Locataire ❒ Propriétaire
Code postal / Ville		
Téléphone		
Adresse e-mail		

2. COMPOSITION DU FOYER

❒ Célibataire(s) ❒ Marié(s) ❒ Divorcé(s)
❒ Pacsé(s) ❒ Concubin(s) ❒ Veuf(s)

Nombre d'enfants à charge : .....

Ages des enfants : .....

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

3. SITUATION PROFESSIONNELLE

Demandeur : .....

Co-demandeur : .....

4. LOT SOUHAITÉ

Lot	Par ordre de priorité
	1
	2
	3

5. PIECES JUSTIFICATIVES

Le dossier de candidature ne sera étudié que si celui-ci est complet. Il est composé des pièces suivantes :
A joindre obligatoirement à toute demande :

❒ Un courrier motivant la demande

❒ Pièce d'identité en cours de validité du ou des candidats

❒ Copie du livret de famille

❒ Le présent formulaire de candidature d'acquisition avec la déclaration sur l'honneur dûment complété et signé

❒ Déclaration sur l'honneur de statut de primo-accédant : 1 attestation par demandeur

❒ Fiche d'instruction avec avis suite à l'étude de financement par l'ADIL

Le cas échéant :

❒ Justificatif de l'Allocation Adulte Handicapée

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Le (ou les) candidat(s) déclare(nt) : (cocher les cases)

❒ Faire acte de candidature à l'acquisition d'un terrain communal sur Guissény, à vocation de résidence principale,

❒ Avoir pris connaissance des conditions d'attribution des lots, de la procédure suivie dans le cas où le nombre de postulants retenus serait supérieur au nombre de lots disponibles et accepter le résultat sans réserve,

❒ Avoir pris connaissance du plan de composition, du règlement de lotissement Noguel 2, du règlement d'attribution et des conditions relatives à la vente et s'engager à les respecter,

❒ Avoir pris connaissance des clause anti-spéculatives qui s'applique en cas de revente de lot,

❒ S'engager, s'il (ou s'ils) doit(vent) renoncer, à prévenir la municipalité dans les meilleurs délais.

Je certifie exacts les renseignements ci-dessus. (Toute fausse déclaration entraînerait votre radiation du fichier des demandeurs de terrain communal)

Date de la demande : .....

Signature du ou des demandeurs :

SIGNATURE OBLIGATOIRE DE TOUS LES DEMANDEURS

Nous attirons votre attention sur le fait que le renseignement de ce formulaire de candidature vous engage et que tout dossier incomplet ou transmis après le XX XXXX 2025 sera rejeté.

Les dossiers de candidature seront notés au regard des critères fixés par le conseil municipal de GUISSENY.

La clôture des dossiers de candidature est effective au XXXXXXX inclus. Les candidats seront informés de la suite réservée à leur demande au plus tard 2 mois à compter de la clôture des dépôts de candidature.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

Règlement d'attribution de lots à bâtir en faveur des ménages, des primo-accédants, des propriétaires de petits logements, des personnes à petits revenus, des travailleurs locaux Et des résidents permanents sur des terrains communaux

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

I Préambule

Commune littorale à fort potentiel touristique et au cadre de vie préservée, la commune de GUISSENY connaît une forte pression immobilière liée à une augmentation structurelle de la demande d'installation sur son territoire par de jeunes retraités ou des résidents secondaires. De manière conjoncturelle, la crise sanitaire a renforcé cette tendance avec l'arrivée des populations urbaines en recherche d'une amélioration de leur qualité de vie. Ces deux phénomènes viennent créer une forte tension sur le marché de l'immobilier et du foncier constructible, au détriment des jeunes ménages, primo-accédants ou propriétaires de petits logements, et à celui des travailleurs locaux.

La commune a engagé un politique de constitution de réserves foncières et mène une réflexion globale pour un aménagement cohérent et maîtrisé, tant en matière d'habitat que d'équipements publics. Dans ce contexte, la commune connaît une augmentation des prix du foncier et de l'immobilier qui constitue un frein important à :

- L'installation de nouveaux ménages
- L'évolution des parcours résidentiels des habitants déjà installés
- La disponibilité de logements pour les travailleurs saisonniers

Consciente de ses enjeux, la municipalité souhaite favoriser la création de logements à prix abordable pour permettre l'accession à la propriété de ces publics.

La commune consent donc, à ce titre, à procéder à la détermination d'un prix de vente des terrains inférieur au prix du marché et/ou au prix de revient de l'opération, en contrepartie de quoi des conditions d'attribution de lots sont définies en cohérence avec les objectifs visés pour sélectionner les acquéreurs potentiels.

II Opérations éligibles

Le présent règlement adopté par la délibération-cadre N°CM/24-05026 du conseil municipal du 19 décembre 2024 trouvera à s'appliquer sur tout ou partie du projet d'aménagement du Noguel 2 qui est une opération communale de création de zone d'habitation (lotissements, parcelles...)

III Procédure d'attribution

La procédure d'attribution assure la transparence et l'équité de la procédure de choix des acquéreurs par la municipalité.

3.1 Publicité de la procédure

La commercialisation des opérations sera annoncée à la population communale par la diffusion d'un article dans les supports d'information municipaux, dans la presse locale et sur le site internet communal.

Le présent règlement sera mis en ligne sur le site internet communal et pourra être consulté à l'accueil de la mairie. Une copie pourra être remise à la demande, elle sera facturée au tarif des photocopies en vigueur.

3.2 Dépôt de candidature

A compter du début du mois suivant la parution dans les supports d'information municipaux, les candidats intéressés pour acquérir des lots disposent d'un délai de 10 semaines pour transmettre en mairie leur dossier complet.
Les dossiers de candidature seront à retirer contre récépissé en mairie (sur rendez-vous). Une fois complétés, ils devront être adressés en mairie sous pli cacheté contre remise d'un accusé de réception avec la date et l'heure ou en courrier recommandé avec accusé de réception.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

Le dossier de candidature sera constitué des éléments suivants dûment remplis et signés :

- Un courrier motivant la candidature,
- Le formulaire « candidature d'acquisition » complété,
- L'engagement de respect du règlement du lotissement,
- L'engagement de respecter le présent règlement d'attribution, les clauses anti-spéculatives et l'attestation de véracité des informations transmises,
- Un plan de financement et les garanties bancaires associées pour attester de la capacité financière de la réalisation du projet (achat du terrain et construction de la maison), - L'ensemble des pièces demandées dans le formulaire « candidature d'acquisition ».

L'analyse de ce dossier sera confiée par la mairie à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Finistère (ADIL 29). Une fois ces pièces réunies, un rendez-vous avec l'ADIL dans le délai susdit des 10 semaines est ainsi obligatoire pour la finalisation du dossier de candidature. L'ADIL émettra un avis sur la viabilité de chaque projet auprès de la mairie.

3.3 Admissibilité du dossier, analyse des candidatures

L'attribution des logements est étudiée en bureau municipal, après avis circonstancié de l'ADIL sur chaque dossier de candidature. Les dossiers seront vérifiés et instruits par les agents du service Urbanisme en amont de la commission.

Le bureau municipal pourra rejeter tout dossier en cas de non-respect des modalités ou de difficultés pour analyser la candidature (absence de pièces, informations erronées, etc.).

Les dossiers recevables seront étudiés au regard des critères définis au chapitre IV.

3.4 Décision finale

Les noms des acquéreurs retenus seront connus dans un délai de 2 mois maximum à compter de la fin du délai de dépôts des candidatures.

En cas de plusieurs dossiers aux nombres de points identiques, la commission devra départager et hiérarchiser les candidatures sur la base des éléments transmis.

En cas de désistement, ou d'incapacité financière d'un candidat, les lots seront proposés aux candidats suivants par ordre de classement.

IV Critères d'attribution

La commune entend favoriser l'acquisition de résidences principales. Seules les personnes physiques souhaitant construire une résidence principale d'un seul logement seront admissibles. Ne seront pas recevables les candidatures pour établir une résidence secondaire, un bien destiné à la location saisonnière (AirBnB ou autre), des bureaux ou un local, ni celles présentées par des professionnels de l'immobilier (promoteurs, gestionnaire de biens, etc.).

La commune définit prioritairement des critères pour établir un ordre de classement et choisir les candidats à l'acquisition des lots proposés à la vente. Chaque critère est pondéré selon une grille d'indicateurs qui permet de déterminer un nombre de points par critère. Dans la limite du nombre de lots à pourvoir, les candidats éligibles sont classés par ordre décroissant du nombre de points obtenus.

Les critères et indicateurs sont définis comme suit :

- pour les lots (hors logements sociaux) à prix aidés par la municipalité, et dont la répartition est déterminée par la délibération du conseil municipal N°CM/24-05026 du 19 décembre 2024 pour le projet du NOGUEL 2, les critères incluent des conditions de revenus et ciblent les ménages, aux primo-accédants, aux personnes à petits revenus, aux travailleurs locaux; ils sont listés à la section 4.1 ;
- pour les autres lots, les critères sont listés à la section 4.2.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

4.1 Lots à prix aidés par la municipalité

CRITÈRE 1 : ACQUISITION POUR PRIMO-ACCÉDANTS OU PROPRIÉTAIRES DE PETITS LOGEMENTS (T1,T2)	
Bien non destiné à la résidence principale	**Dossier irrecevable**
Candidature d'un professionnel de l'immobilier	**Dossier irrecevable**
Candidature d'un ménage dont les revenus cumulés dépassent le seuil d'attribution du Prêt à TauxZéro (1)	**Dossier irrecevable**
La personne ou le couple n'est pas propriétaire d'un logement depuis au moins 2 ans (attestation foncière et quittances de loyers à fournir)	**30 pts**

CRITÈRE 2 : ACQUISITION POUR LES FAMILLES AVEC ENFANTS	
Ménage avec enfants à charge	**60 pts**
Couple sans enfant	**30 pts**

CRITÈRE 3 : ACQUISITION PAR DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	
Un membre du ménage au moins est en situation de handicap	**40 pts**

CRITÈRE 4 : ACQUISITION PAR DES TRAVAILLEURS LOCAUX	
L'un des membres du ménage travaille depuis au moins 2 ans sur la commune de Guissény ou dans un rayon de 15 km de la commune	**40 pts**

(1) Plafonds de ressources du Prêt à Taux Zéro (PTZ). Nota : il s'agit ici uniquement d'utiliser les chiffres du PTZ en zone C, même si le territoire de la commune n'y est pas éligible.

Nombre de personnes destinées à occuper le logement	Revenus plafonds du PTZ*(zone C)
1	24.000 €
2	33.600 €
3	40.800 €
4	48.000 €
5	55.200 €
6	62.400 €
7	69.600 €
8 et plus	76.800 €

** somme des revenus fiscaux de référence de l'ensemble des personnes qui sont destinées à occuper le logement établis au titre de l'année n-2 (à titre d'exemple ci-dessus : avis d'imposition 2023 portant sur les revenus 2022 pour une offre de prêt émise en 2024).*

4.2 Autres lots

CRITÈRE 1 : ACQUISITION D'UNE RÉSIDENCE PRINCIPALE	
Bien non destiné à la résidence principale	**Dossier irrecevable**

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

Candidature d'un professionnel de l'immobilier	**Dossier irrecevable**

CRITÈRE 2 : ACQUISITION POUR LES FAMILLES AVEC ENFANTS	
Ménage avec enfants à charge	**60 pts**
Couple sans enfant	**30 pts**

CRITÈRE 3 : ACQUISITION PAR DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	
Une personne au moins en situation de handicap dans le ménage	**40 pts**

CRITÈRE 4 : ACQUISITION PAR DES TRAVAILLEURS LOCAUX	
L'un des membres du ménage travaille depuis au moins 2 ans sur la commune de Guissény ou dans un rayon de 15 km de la commune	**40 pts**

V Conditions particulières

5.1 Règlement du lotissement et cahier des charges

Les candidats devront attester avoir pris connaissance du plan de situation du lotissement, de son plan de masse et du règlement du lotissement applicable à tout acquéreur d'un des lots le constituant ainsi que du cahier des charges du lotissement.
Les candidats s'engagent à ne construire qu'un logement par lot, la subdivision de lots étant proscrite et ne destiner le bien acquis qu'à un usage d'habitation en résidence principale. Il est donc interdit d'y exercer une action commerciale.

5.2 Délai de construction

Les candidats s'engagent à débuter les travaux de construction de leur maison dans un délai de 1 an maximum à compter de la date de l'acte notarié d'acquisition. Une déclaration d'ouverture de chantier devra être produite à cet effet.
Les candidats s'engagent également à avoir achevé les travaux de construction dans un délai de 1 an maximum à compter de la date de déclaration d'ouverture du chantier.

5.3 Clauses anti-spéculatives

Chaque candidat postule sur un et un seul lot. Pour éviter toute spéculation contraire aux objectifs de l'opération, la commune décide d'établir des clauses anti-spéculatives qui seront incluses dans chaque acte notarié.

1) **Destination du bien** : les acquéreurs s'engagent à affecter le bien immobilier acquis à leur propre résidence principale pendant une durée de 10 ans minimum à compter de la date de l'acte notarié d'acquisition.
2) **Principe d'inaliénabilité** : les acquéreurs s'interdisent toute aliénation du bien acquis durant un délai de 10 ans à compter de la date de l'acte notarié d'acquisition.
3) **Dérogation au principe d'inaliénabilité** : il pourra être dérogé à la clause 2) si l'acquéreur démontre qu'il vend son bien sans réaliser de plus-value et s'il justifie d'un cas de force majeure assimilable à un accident de la vie. Sont admis de manière restrictive : un décès, une mutation professionnelle à plus de 50 km du lieu du précédent travail, une séparation ou un

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405026-DE

divorce, une incapacité financière à assumer le projet de construction sur le lot ou de rembourser le prêt nécessaire au financement du projet de construction.

L'acquéreur ne pourra pas louer ladite maison à autrui, sauf dérogation exceptionnelle soumise à l'accord du Maire après avis du bureau municipal, sous les conditions de la loi du 6 juillet 1989, dans les stricts critères énoncés ci-dessus.

Il est précisé que l'existence d'une plus-value sera déterminée en application des règles fiscales relatives à l'imposition des plus-values des particuliers - étant également ici précisé que l'acquéreur ne pourra pas invoquer l'exonération d'imposition des plus-values telles qu'invoqué dans l'article 150 U du Code Général des Impôts.

4) **Pacte de préférence** : la commune, consentant un effort financier dans cette opération, souhaite que les objectifs ne soient pas remis en cause en cas de vente pour force majeure selon la clause 3). Dans ce cas, l'attributaire du lot consent à proposer son bien à la commune en cas de vente anticipée, afin qu'elle puisse se porter acquéreuse si elle le juge opportun.

5) **Clause pénale - sanction cas de non-respect** :

   a) Toute mutation à titre onéreux dans le délai de 10 ans rend exigible une indemnité due au titre de la clause pénale sous réserve de la clause 3) et de la démonstration qu'il n'est pas réalisé de plus-value.

   b) Le montant de l'indemnité due au titre de la clause pénale sera défini pour chaque opération en fonction du prix du marché et/ou du prix de revient de l'opération. L'indemnité sera réduite de 10 % par année de détention de sorte qu'il ne sera plus rien dû après 10 ans. Dans le cas d'une quote-part indivise, il sera dû la même quote-part de l'indemnité. La somme, objet de la clause pénale, sera prélevée par le notaire chargé de la mutation et sera adressée par ce même notaire à la commune de Guissény suite à la signature de l'acte authentique de mutation.

5.4 Règlement d'attribution

Les candidats devront attester avoir pris connaissance de l'ensemble des modalités du présent règlement d'attribution et attester sur l'honneur de leur engagement à en respecter le contenu.

5.5 Engagements de la commune

Les lots proposés à la vente sont viabilisés, à savoir pourvus des réseaux d'eau potable et d'eaux usées, réseaux de télécommunications et alimentation électrique. Les branchements définitifs restent à la charge des acquéreurs. Chaque lot sera borné avant la vente.

VI Cession des lots

A l'issue de la procédure d'attribution, l'ensemble des éléments sera transmis au notaire mandaté par la Commune :

Maître CORLAY

SELAS Goulven Corlay Pierre Goasdoue

2 Avenue Fernand le Corre – 29260 LESNEVEN

En application de l'article L.442-8 du code de l'urbanisme, la Commune consentira une promesse unilatérale de vente indiquant la consistance du lot réservé, sa délimitation, son prix et son délai de livraison.

Le paiement s'effectuera par versement du prix à la signature de l'acte de vente authentique.

Un exemplaire du présent règlement sera annexé à l'acte de vente de chaque lot et dans tout acte successif sur une période de 10 ans à compter de l'acte de la première acquisition.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405027-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05027

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Décision modificative n°1

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire, informe l'assemblée qu'il est nécessaire de transférer 115 000 € de la section d'investissement du chapitre 23 vers le chapitre 21.

Considérant l'avis favorable de la commission des finances du 12 décembre 2024,

SECTION D'INVESTISSEMENT					
DEPENSES			DEPENSES		
Chapitre	**Désignation**	**Montant DM**	**Chapitre**	**Désignation**	**Montant DM**
23	Immobilisation en cours	-115 000 €	21	Immobilisations Corporelles	115 000 €
TOTAL SECTION		-115 000 €	TOTAL SECTION		115 000 €

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour », accepte

Article 1 : Autorise la modification du budget en transférant 115 000 € du chapitre 23 au chapitre 21

Article 2 : Autorise Monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes les pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405028-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Penn-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05028

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Adhésion à la convention de participation « Prévoyance » proposée par le Centre de gestion du Finistère

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire expose que depuis 2012, le Centre de gestion du Finistère propose une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire, volet Prévoyance, pour les agents des collectivités affiliées et non affiliées du ressort du département.

La convention actuelle arrivant à son terme au 31 décembre 2024, le Centre de gestion a lancé une procédure de mise en concurrence afin de mettre en place une nouvelle convention de participation à compter du 1er janvier 2025.

A l'issue de la procédure de consultation, le CDG29 a souscrit une convention de participation pour le risque « Prévoyance » auprès de TERRITORIA MUTUELLE représentée par son courtier, ALTERNATIVE COURTAGE, pour une durée de six (6) ans.

La prévoyance permet de bénéficier :

- D'un maintien de rémunération en cas de maladie ou d'invalidité,
- D'un versement d'un capital aux ayants droits, en cas de décès (sur option)

Les collectivités territoriales et établissements publics peuvent désormais adhérer à la convention de participation sur délibération de leur assemblée délibérante, après consultation de leur Comité Social Territorial (le cas échéant)

Caractéristiques contrat-groupe « prévoyance – maintien de rémunération »

La convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire, volet Prévoyance, prend effet le 1er janvier 2025.
Peuvent être admis à la souscription du Contrat :

- Les fonctionnaires titulaires ou stagiaires et agents contractuels de droit public et de droit privé (y compris les contrats emplois aidés, les assistants maternels et familiaux,...), inscrits à l'effectif de la Collectivité.
- Les fonctionnaires accueillis en détachement par la Collectivité,
- Les agents de la Collectivité mis à disposition auprès d'une autre Collectivité.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405028-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Le contrat propose une formule de garanties répondant à l'obligation des employeurs territoriaux de participer financièrement au contrat de leurs agents dont les garanties minimales, précisées par le décret n°2022-581 du 20 avril 2022, sont les suivantes :

- La garantie « incapacité de travail » à hauteur de 90% du traitement indiciaire net,
- La garantie « Invalidité » à hauteur de 90% du traitement indiciaire net,
- La garantie « Maintien du régime indemnitaire » à hauteur de 40% du régime indemnitaire net pendant la période de demi-traitement, pouvant aller jusqu'à 90% en matière de congé longue maladie, longue durée ou grave maladie.

De plus, trois options sont proposées au choix de l'agent :

- Minoration de retraite
- Décès/PTIA
- Rente éducation

Les taux de cotisation sont les suivants :

Garanties de base	Taux cotisation
Incapacité temporaire de travail	2.70%
Invalidité permanente	
Options	
Décès/ PTIA toutes causes	0,34%
Perte de retraite consécutive à une invalidité	0,20%
Rente éducation	0,17%

Les taux de cotisation proposés sont maintenus les trois premières années puis, en cas de majoration éventuelle, l'augmentation est plafonnée à 15% par an.

Il revient à chaque agent de décider d'adhérer à titre individuel au contrat-groupe « prévoyance » sans questionnaire médical et suivant les conditions contractuelles.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code des assurances, de la mutualité et de la sécurité sociale,

Vu les articles L 827-1 et suivants du code général de la fonction publique relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu la délibération du Conseil Municipal décidant de se joindre à la procédure de mise en concurrence engagée par le Centre de Gestion du Finistère,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre de gestion du Finistère en date du 10 octobre 2024 actant le choix de la convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire, pour le risque Prévoyance

Vu la convention de participation prévoyance signée entre le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Finistère et TERRITORIA MUTUELLE/ ALTERNATIVE COURTAGE signée pour une durée de 6 ans à compter du 1er janvier 2025,

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405028-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Vu la délibération du Conseil Municipal du 24/10/2024 prise après avis du comité social territorial, relative aux modalités de participation financières de l'employeur,

Considérant que le Centre de gestion du Finistère propose une offre mutualisée par le biais d'une convention de participation,

DELIBERATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : décide d'adhérer à la convention de participation telle que mise en œuvre par le Centre de gestion du Finistère, à compter du 1er janvier 2025, pour une durée de 6 ans et prend acte des conditions d'adhésion fixées par celle-ci.

Article 2 : autorise monsieur le maire à signer l'ensemble des actes et décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération y compris les éventuels avenants à venir.

Article 3 : précise que les modalités de versement de la participation de la collectivité adoptées par délibération du 28 octobre 2024 demeurent inchangées et que cette participation sera accordée exclusivement au contrat référencé par le Centre de gestion du Finistère pour son caractère solidaire et responsable.

Article 4 : prend l'engagement d'inscrire les crédits nécessaires aux budgets des exercices correspondants.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405029-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05029

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Avenant n°1 à la convention de groupement de commande pour l'instruction du droit des sols

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERE, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire, informe, que le montage actuel qui lie la CLCL (maitre d'ouvrage) et la CAPLD (titulaire de la prestation) pour l'instruction des autorisations d'urbanisme arrive à échéance à compter du 31/12/2024.

Un nouveau montage juridique a été proposé par la CAPLD qui y travaille avec le service aménagement de la CLCL pour le rendre opérationnel à compter du 01/07/2025.

Dans l'intervalle, il y'a donc lieu de prolonger le marché de coopération public/public actuel avec la CAPLD jusqu'au 30/06/2025 par avenantafin de ne pas avoir de rupture dans l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Monsieur le Maire, rapporteur entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : Autorise le Maire à signer l'avenant n°1 et toutes pièces relatives à cette affaire.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

Le secrétaire de séance
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405029-DE

Instruction des autorisations du droit des sols pour les communes du territoire CLCL

C-2020-32

AVENANT N°1

Mode de consultation : sans publicité ni mise en concurrence préalable (art. L.2511-6 CCP)

A. Caractéristiques initiales du contrat

A.1 Caractéristiques du contrat

Titulaire du contrat objet du présent avenant : Communauté d'Agglomération Landerneau-Daoulas (CAPLD)

Montant initial maximum annuel du contrat : Montant différencié selon la population DGF des communes + masse salariale et frai fonctionnement du service instructeur d'urbanisme (pour 2024 : Pour 2024 : Coût du service ADS global (CAPLD-CLCL) = 302 981 € / Coût pour CLCL = 111 907 €).

A.2 Avenants précédents

Il n'y a aucun avenant précédent.

B. Objet de l'avenant

B.1 Régime juridique de l'avenant

Le présent avenant est conclu selon l'article R. 2194-7 du code de la commande publique puisqu'aucune des modifications apportées au marché n'est substantielle.

B.2 Nature des prestations impliquées par l'avenant

Le présent avenant a pour objet la prolongation du contrat pour une durée de 6 mois (30/06/2025) le temps d'élaborer et voter un nouveau mode de coopération avec effet souhaité au 01/07/2025. La prolongation de la période 01/01-30/06 n'entraine pas une augmentation des coûts à proprement parlé : le fonctionnement du service aurait de toute façon dû être compensé financièrement sur la période 2025 que cela soit par un montage type marché public ou un autre montage juridique de coopération entre les communes et l'EPCI CAPLD.
Conformément aux articles préliminaires et numéro 1 du document « Contrat », ainsi qu'en application de l'article 7 de la convention constitutive de groupement et de l'annexe de groupement dédié au présent marché, chaque commune exécute sa part (la mission de coordonnateur de la CLCL s'étant arrêtée à la notification du marché). Aussi, chaque commune de la CLCL adhérente au service ADS doit donc signer et retourner, pour notification, cet avenant au titulaire du marché (CAPLD) avant le 31/12/2024 (date de fin du contrat).

C. Nouveaux montants induits par l'avenant

Montant de l'avenant sur la période 01/2025-06/2025 : **56 000 €** (pour l'ensemble du groupement – montants a proratiser entre les membres selon clef de répartition sur le même mode qu'actuellement).
% d'écart introduit par l'avenant par rapport au montant initial maximum : **13.4%**

D. Signatures des parties

Signé le 20.12.2024
Le Maire

Signé le
(Nom de la personne habilitée à signer l'avenant de la société)

Signé par : Patrick Leclerc
Date : 10/12/2024
Qualité : Président-Maire

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241223-CM2405030-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05030

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Travaux sur l'église saint SEZNY - Sollicitation DETR 2025

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Marie-Michelle LORGERÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le maire rappelle qu'à la suite du marché de maitrise d'œuvre confié au groupement CANDIO-LESAGE en novembre 2013 et à son analyse restituée en mars 2015, la commune avait lancé les marchés de travaux indispensables en 2017.

Cette 1ère phase de travaux, réparation de charpente avec reprise partielle de la couverture au droit des travaux de charpente ainsi que de travaux de maçonnerie et de menuiserie, ont été réalisés pour un montant de dépense HT de 256 922,67 € en 2018.

Ces 1ers travaux étaient nécessaires pour tenter d'assainir le bâtiment, de contenir les désordres constatés et de stabiliser le bâtiment. Ce choix porté par le conseil municipal, laissait entendre que d'autres travaux devraient être entrepris par la suite.

Aujourd'hui nous devons traiter la présence de mérule ; d'infiltrations d'eau et de l'humidité (vraisemblablement lié à la capacité épuratoire des eaux de pluie du réseau de gouttières et caniveaux) ; des travaux sur la couverture-charpente mais également à des dysfonctionnements des cloches liés à la corrosion et du système de commande ; des désordres sur les vitraux ; des remontées d'humidité dans la sacristie avec des murs intérieurs abîmés ainsi que les boiseries et les menuiseries ; une installation électrique obsolète.

Nous avons donc rencontré et échangé avec la paroisse ainsi qu'avec Madame Marie-Laure PICHON, de CAP culture et patrimoine, de LESNEVEN, qui assiste la maitrise d'ouvrage. Il ressort de ces 1ers échanges, que nous pouvons phaser les travaux et ainsi établir un calendrier et prioriser les travaux.

Nous pouvons d'ores et déjà entreprendre une seconde phase de travaux qui comprend :

- ✓ La rénovation des vitraux de l'église,
- ✓ La réparation des cloches et son programmateur,

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241223-CM2405030-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

- ✓ La rénovation de la sacristie avec le remplacement des menuiseries, la réfection des murs intérieurs, des lambris et de l'installation électrique et le remplacement des boiseries.

Je vous propose donc de solliciter pour l'année 2025, la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) pour les travaux sur les vitraux, les cloches, la sacristie et les lambris selon le plan de financement ci-dessous :

DÉPENSES		RECETTES		
Objet	**Montant estimatif (HT)**	**Financement**	**Montant sollicité**	**%**
• Restauration des vitraux • Rénovation des cloches (paliers, brides, jougs, programmateur, ...) • Restauration sacristie	85 000 € 26 000 € 34 000 €	**DETR 2025** *(Sollicitation 2025)*	87 000 €	60,00 %
		Commune de Guissény (autofinancement minimum de 20 %)	58 000 €	40,00 %
TOTAL	**145 000 €**	**TOTAL**	**145 000 €**	**100,00 %**

Raphaël RAPIN, rapporteur, entendu,

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix « pour »,

Article 1 : Valide le plan de financement comme présenté,

Article 2 : Valide la demande de financement pour un montant de 87 500 € au titre de la DETR 2025 pour les travaux sur l'église saint SEZNY,

Article 3 : Autorise monsieur le maire à signer, au nom et pour le compte de la commune, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405031-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

Guissény
Gwiseni
Finistère
Pen-Ar-Bed
Tél / Pellg : 02 98 25 61 07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE GUISSÉNY N°CM/24-05031

Date d'envoi de la convocation : 14 décembre 2024

Nombre de membres en exercice	= 15
Présents	= 13
Votants	= 15

RÉUNION DU 19 DECEMBRE 2024

Motion relative à la protection des élus locaux dans l'exercice de leur fonction

L'an deux mille vingt-quatre, le-dix-neuf décembre à dix-neuf heures, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni en mairie, en séance publique, sous la présidence de Raphaël RAPIN, maire.
Étaient présents : Jean-Louis BONDU, Herveline CABON, Mickaël CONQ, Laurence GUERINET, Jérémy JAFFRES, Jean-Claude LE BIDEL, Gérard LE GUEN, Maud LE QUÉRÉ, Valérie NIVEZ, Joël PASCOËT, Raphaël RAPIN, Jean-Yves ROUDAUT, Gwendoline VLAEMYNCK, formant la majorité des membres en exercice.
Excusés et représentés : Marie-Michelle LORGERÉ, Renée GALL, donnant respectivement procuration à Herveline CABON, Laurence GUERINET,
Les conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris dans le sein du conseil, conformément à l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales. Laurence GUERINET a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Monsieur le Maire, indique à l'assemblée que l'AMF du Finistère, l'AMRF du Finistère et le conseil départemental ont proposé une motion relative à la protection des élus locaux. Ils souhaitent avoir l'avis de l'ensemble des communes du Finistère et le cas échéant, que les communes interpellent le président du Senat, la présidente de l'Assemblée Nationale pour qu'une nouvelle proposition de loi corrige les effets néfastes de la loi de 2013 et simplifiant les règles régissant les conflits d'intérêts des élus locaux dans l'exercicede leurs fonctions

Considérant que les élus locaux constituent un maillon essentiel de l'action publique, et qu'ilsdoivent être protégés dans l'exercice de leurs fonctions ;
Considérant que la législation de 2013 sur les conflits d'intérêts, et son interprétation fluctuantepar la jurisprudence, font peser un climat d'incertitude qui entrave l'exercice serein de nosmandats, dès lors que des élus peuvent être condamnés pour des raisons de pure forme, sansrechercher si l'intérêt général ou le devoir de probité ont été lésés ;
Considérant que les lois de 2021 et 2022, qui ont cherché à corriger certains effets néfastes de laloi de 2013 n'y sont pas complètement parvenues ;
Demande aux parlementaires de prendre l'initiative d'une nouvelle proposition de loiclarifiant;
Demande que cette loi établisse, aussi précisément et concrètement que possible, la notionde conflit d'intérêts, pour permettre aux élus d'appréhender les situations à risque, et pour éviterles interprétations floues et divergentes ;
Demande que cette loi pose comme principe l'absence de conflit d'intérêts dans tous les casoù l'élu siège dans une structure qui poursuit des missions d'intérêt général, pour le comptede la collectivité dont il est élu ;
Demande que les sanctions soient proportionnées, pour garantir l'équilibre entre les faitsreprochés et les peines encourues, et que les élus locaux puissent faire prévaloir leur « droit àl'erreur » pour tous les cas où un magistrat aura établi que l'intérêt général et la probité n'aurontpas été lésés ;
Confie au Conseil départemental du Finistère, à l'Association des maires du Finistère, et àl'Association des maires ruraux du Finistère, en lien avec les parlementaires du Finistère, lesoin de transmettre cette motion avec celles des communes et des EPCI du Finistère, au Présidentdu Sénat ainsi qu'à la Présidente de l'Assemblée nationale.

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405031-DE

Date de mise en ligne : 23/12/2024

DÉLIBÉRATION

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés, par 15 voix pour,

Article 1 : approuve la motion relative à la protection des élus locaux dans l'exercice de leur fonction,

Article 2 : autorise le Maire à solliciter les présidents des 2 chambres législatives,

À Guissény, le 19 décembre 2024
Pour extrait conforme au registre,

Le maire,
Raphaël RAPIN

MAIRIE DE GUISSENY
29880

La secrétaire de séance,
Laurence GUERINET

Envoyé en préfecture le 23/12/2024
Reçu en préfecture le 23/12/2024
Publié le 23/12/2024
ID : 029-212900773-20241219-CM2405031-DE

Motion relative à la protection des élus locaux dans l'exercice de leurs fonctions

Le Conseil municipal/communautaire,

Considérant que les élus locaux constituent un maillon essentiel de l'action publique, et qu'ils doivent être protégés dans l'exercice de leurs fonctions ;

Considérant que la législation de 2013 sur les conflits d'intérêts, et son interprétation fluctuante par la jurisprudence, font peser un climat d'incertitude qui entrave l'exercice serein de nos mandats, dès lors que des élus peuvent être condamnés pour des raisons de pure forme, sans rechercher si l'intérêt général ou le devoir de probité ont été lésés ;

Considérant que les lois de 2021 et 2022, qui ont cherché à corriger certains effets néfastes de la loi de 2013 n'y sont pas complètement parvenues ;

Demande aux parlementaires de prendre l'initiative d'une nouvelle proposition de loi clarifiant et simplifiant les règles régissant les conflits d'intérêts des élus locaux dans l'exercice de leurs fonctions ;

Demande que cette loi établisse, aussi précisément et concrètement que possible, la notion de conflit d'intérêts, pour permettre aux élus d'appréhender les situations à risque, et pour éviter les interprétations floues et divergentes ;

Demande que cette loi pose comme principe l'absence de conflit d'intérêts dans tous les cas où l'élu siège dans une structure qui poursuit des missions d'intérêt général, pour le compte de la collectivité dont il est élu ;

Demande que les sanctions soient proportionnées, pour garantir l'équilibre entre les faits reprochés et les peines encourues, et que les élus locaux puissent faire prévaloir leur « droit à l'erreur » pour tous les cas où un magistrat aura établi que l'intérêt général et la probité n'auront pas été lésés ;

Confie au Conseil départemental du Finistère, à l'Association des maires du Finistère, et à l'Association des maires ruraux du Finistère, en lien avec les parlementaires du Finistère, le soin de transmettre cette motion avec celles des communes et des EPCI du Finistère, au Président du Sénat ainsi qu'à la Présidente de l'Assemblée nationale.